



**TOP
Ledira**

**Police d'assurance
habitation et contenu**

מהדורה בצרפתית

Menora Mivtahim Assurances Ltd

Top Ledira Police d'assurance habitation et contenu

**המהדורה הקובעת הנה המהדורה שנכתבה בעברית
C'EST LA VERSION EN HEBREU QUI FERA FOI.**

La présente police est rédigée au masculin mais s'adresse
aussi bien aux hommes qu'aux femmes

Edition : 3 septembre 2017

Menorah Mivtahim Assurances Ltd

Siège social, 115 rue Allenby, Tel-Aviv 6100802

Service clientèle 03-7107777 Fax : 03-7107788

*2000 www.menoramivt.co.il

Menora Mivtahim Assurances Ltd

Top Ledira

Police d'assurance habitation et contenu

Chapitre 1 - Assurance habitation	5
Chapitre 2 - Assurance montant supplémentaire - immeuble de copropriété	8
Chapitre 3 - Assurance contenu	11
Chapitre 4 - Assurance responsabilité	14
<ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité civile • Assurance responsabilité employeurs et employés de maisons • 	<ul style="list-style-type: none"> 14 16
Chapitre 5 - Elargissement et autres couvertures	19
1. Elargissement de l'assurance aux dégâts provoqués par les actes terroristes.	19
2. Elargissement de l'assurance au débarras, à la piscine, aux jardins, bâtiments annexes.	21
3. Elargissement de l'assurance aux bris accidentels de sanitaires, plans en marbre ou en verre.	21
4. Elargissement de l'assurance tous risques murs.	22
5. Elargissement de l'assurance tous risques contenu.	24
6. Elargissement de l'assurance aux bris accidentels de matériel électronique domestique fixe.	27
7. Elargissement de l'assurance responsabilité civile en cas de balle perdue (sortie d'un revolver) et assurance tous risques revolver ;	28
8. Assurance vélo et/ou tondeuse à gazon.	30
9. Elargissement de l'assurance au mobilier et au matériel de jardin.	31
10. Elargissement pour frais de reconstitution de documents.	31
11. Elargissement de l'assurance tous les risques pour les objets de valeur et bijoux.	32
12. Elargissement de l'assurance tous risques aux objets de valeur en dehors de la zone géographique.	35
13. Elargissement de l'assurance à une activité professionnelle dans l'appartement.	35

14. Elargissement de l'assurance à certains objets se trouvant hors de l'appartement.	36
15. Assurance du contenu d'un coffre à la banque ou dans une salle des coffres dédiée.	37
16. Elargissement de l'assurance à l'équipement photo voltaïque domestique de production d'électricité.	38
17. Elargissement de l'assurance bris de verre pour les objets du contenu.	39
18. Elargissement à la couverture du contenu du débarras.	43
19. Elargissement à la couverture des travaux du système d'étanchéité du toit du bâtiment de l'appartement résultant de l'infiltration d'humidité – "toit sec "	44
20. Elargissement de l'assurance en cas de panne et/ou de rupture des chauffe-eau d'appartement.	
21. Elargissement des « services d'urgences ».	
22. Elargissement du service « Complément tuyauterie ».	

Chapitre 6 - conditions générales pour chaque chapitre de l'assurance

47

"Les spécifications" pour les besoins de cette police d'assurance, sont à la page "La liste".

TOP ledira

Police d'assurance habitation murs et contenu

Cette police est un contrat entre

La compagnie d'assurances Menorah Mivtahim Bitouh Ltd

(ci-après "l'assureur")

Et

L'assuré dont le nom figure dans les spécifications

(ci-après "l'assuré")

En vertu duquel l'assureur consent à indemniser l'assuré en cas de sinistre survenu pendant la période de l'assurance dans les limites des plafonds de l'assurance et moyennant le versement d'une cotisation.

La cotisation, la période de l'assurance et les montants de l'indemnité sont indiqués dans les spécifications qui font partie intégrante de la présente police d'assurance.

Dans la présente police

- a. Le terme de "**immeuble de copropriété**" se réfère aux immeubles inscrits en tant qu'immeubles de copropriété auprès du cadastre ainsi qu'aux immeubles n'étant pas inscrits en tant que tels mais comportant deux appartements au moins.
- b. Le terme de "**membre de la famille**" se réfère au conjoint, aux enfants, parents ou autres membres de la famille de l'assuré vivant avec lui dans l'appartement de manière permanente.
- c. Le terme de "**banque**" se réfère à l'institution bancaire habilitée à agir en vertu de la loi sur la réglementation des banques (licence) de 1981.
- d. Le terme de "**appartement**" se réfère aux murs de l'appartement ou de la maison évoqués dans les spécifications et dont la vocation est essentiellement résidentielle, y compris les balcons, conduites (et notamment les conduites de gaz), installations d'égout et de plomberie, équipement de chauffage, systèmes de climatisation, chauffe-eau, chauffe-eau solaires, équipements téléphoniques et électriques appartenant à l'appartement, portails, clôtures et voies pavées de l'appartement ainsi que tous les éléments fixes de l'appartement ou éléments qui y sont reliés de manière permanente ; si l'appartement se trouve dans un immeuble de copropriété la part de l'assuré dans les parties communes de l'immeuble de copropriété ainsi que toutes les dépendances particulières de l'appartement (y compris le débarras).
- e. Le terme "**d'appartement non occupé**" se réfère à un appartement libre plus de 60 jours consécutifs où dans lequel on ne vit pas régulièrement plus de 60 jours consécutifs sauf si une période plus longue a été expressément convenue et précisée dans les spécifications au-delà de laquelle l'appartement sera considéré comme inoccupé et conformément aux dispositions de la convention.
- f. Le terme "**d'employé de maison**" se réfère à un employé au service direct de l'assuré.

Chapitre 1 – assurance de l'appartement

Ce chapitre est valable uniquement si cela est expressément indiqué dans les spécifications

1. Sinistre

Un sinistre est une perte ou un dommage subi par l'appartement pendant la période de l'assurance suite à l'un des risques détaillés ci-après :

- (a) Incendie, éclairs, tonnerre ou fumée constituant un phénomène hors de l'ordinaire et inhabituel.
- (b) Explosion ou départ de feu.
- (c) Vent d'une vitesse supérieure à 30 nuds, y compris avec pluie intermittente, neige ou grêle et **hors infiltration d'eau de pluie au travers des murs ou du plafond ou imprégnation des mêmes.**
- (d) Chute d'un engin volant, chute d'objets d'un engin volant, tremblement supersonique imputable à un engin volant.
- (e) Choc ou collision de véhicules dans l'appartement:
- (f) Actes malveillants à l'exception de:
 - 1. Des actes malveillants perpétrés alors que l'appartement était inoccupé
 - 2. Des actes malveillants perpétrés par l'assuré ou des membres de sa famille ou avec leur consentement;
 - 3. Des actes malveillants perpétrés par des personnes vivant dans l'appartement avec la permission ou l'accord de l'assuré;
- (g) Vol, cambriolage, effraction, ou tentative des mêmes, **sauf si l'appartement est inoccupé;**
- (h) Rassemblements interdits et troubles de l'ordre public;
- (i) Séisme y compris les tsunamis déclenchés par un séisme à condition que l'assuré n'ait pas renoncé à la couverture contre ce risque de la manière indiquée par la directive 5 a de l'inspection des assurances (clauses d'un contrat d'assurance habitation murs et contenu de 1986 ; au regard de la franchise au titre des sinistres de ce type ; les séismes survenus dans les 72 heures suivant le premier séisme sont considérés comme un seul et même sinistre;
- (j) Inondation ou dégât des eaux imputables à une source d'eau extérieure **à l'exception des tsunamis ainsi que stipulé à l'alinéa (h).**

L'assuré pourra renoncer à la couverture évoquée à l'alinéa g, au stade de l'offre d'assurance, par notification expresse enregistrée auprès de l'assurance et consignée dans les spécifications.

2. Risques non couverts

Le présent chapitre ne couvre pas les pertes ou les dégâts imputables à l'un ou plusieurs des facteurs suivants :

- (a) **Guerre, actes ennemis, attentats terroristes ;**

- (b) Guerre civile, émeute, soulèvement militaire ou indépendant, révolution ;**
- (c) Radiation ionisante, pollution radioactive, processus nucléaires, matériaux ou déchets nucléaires**
- (d) Occupation, expropriation, confiscation, destruction ou démolition de biens par le gouvernement, l'armée, l'autorité locale ou toute personne agissant en vertu de la loi.**

2.A. Calcul de l'indemnisation

- a. Les indemnités dues à l'assuré au titre du présent chapitre, seront calculées et versées en fonction de la valeur de la perte ou du dommage occasionné à l'appartement et ne dépasseront pas le montant d'assurance habitation indiqué dans les spécifications, sous réserve de ce que prévoit l'article 2 du chapitre 6 ci-après.
- b. Les indemnités d'assurance seront calculées d'une manière permettant à l'assuré, dans la mesure du possible de revenir à la situation dans laquelle il se trouvait avant le sinistre.
- c. Les indemnités d'assurance versées au titre du présent chapitre comprendront sous réserve de ce que stipule l'alinéa (a) également :
 - (1) Les frais afférents aux services des architectes, experts, conseillers en construction, ingénieurs et entrepreneurs, les frais juridiques encourus pour la réparation, la rénovation ou la reconstruction de l'appartement ou de partie du même sous réserve d'un préavis à l'assureur.
 - (2) Les frais d'évacuation des gravats, nettoyage de l'appartement, chaulage et reconnexion aux réseaux électrique, téléphonique, aquifère, au gaz et au tout à l'égout.
 - (3) Une indemnisation au titre du manque à gagner sur le loyer de location de l'appartement ou du loyer à payer par l'assuré pour se loger avec sa famille tant que l'appartement n'est pas habitable de l'avis de l'ingénieur chargé des permis, au sens donné à ce terme par la loi sur les ingénieurs et architectes de 1958 (ci-après " la loi sur les ingénieurs et architectes) L'indemnisation au titre de ce paragraphe sera calculée en fonction du loyer d'un appartement semblable à l'appartement assuré par la présente police, pour une période maximale de 12 mois, à compter de la date du sinistre ou une somme totale ne devant pas être supérieure à 15% du montant de l'assurance de l'appartement, selon la moins élevée de ces deux sommes et ce, même si l'indemnisation totale dépasse le montant de l'assurance de l'appartement ; le paiement des frais de loyer en vertu

du présent paragraphe est conditionnel de la présentation de justificatifs raisonnables de versement d'un loyer pour la location d'un appartement de remplacement.

2B. Non application de l'assurance partielle

L'article 60 de la loi sur les contrats d'assurances de 1981 (ci-après la loi sur les contrats d'assurances) ne s'appliquera pas à ce chapitre.

3. Elargissement de l'assurance aux dégâts des eaux et autres liquides encourus par les murs de l'appartement

(a) Si cela est expressément indiqué dans les spécifications, le présent chapitre sera élargi afin de couvrir les pertes ou dommages décelés pour la première fois pendant la période de l'assurance et occasionnés **aux murs de l'appartement**, suite à une fuite ou infiltration d'eau ou d'un autre liquide des installations de plomberie et de chauffage de l'appartement ou d'un autre bien de l'immeuble de copropriété, y compris fissures obturation ou débordement des chauffe-eaux et des conduites mais ne couvrira pas :

1. Le coût de l'eau.
2. L'usure, la corrosion et la rouille occasionnés aux chauffe-eaux, aux conduites et à l'équipement de plomberie lui-même.
3. Les pertes ou les dommages occasionnés lorsque l'appartement est inoccupé.

(b) Suite à ce que prévoit l'alinéa a ci-dessus concernant un dommage provenant d'un autre bien de l'immeuble de copropriété sauf mention contraire expresse dans les spécifications, la couverture sera limitée à un sinistre par période d'assurance.

(c) L'indemnisation

Suite à ce que stipule l'article 1 du chapitre 6 – conditions générales de l'ensemble des chapitres de la police, en cas de sinistre à l'appartement, l'assureur pourra indemniser l'assuré par voie de réparation selon l'une des options détaillées ci-dessous, au choix de l'assuré, avant la signature du contrat, ce choix devant être décrit et figurer dans les spécifications de la police :

1^{ère} option : réparation du dommage par un plombier figurant dans l'accord qui sera choisi par l'assuré en cas de sinistre : l'assuré a choisi la réparation du dommage dans l'appartement par un plombier figurant dans l'accord, l'assuré notifiera immédiatement le standard téléphonique de Menora Dégâts des eaux, et la réparation sera effectuée par le plombier figurant dans l'accord.

2^{ème} option : réparation du dommage par un plombier choisi par l'assuré en cas de sinistre – si l'assuré opte pour cette possibilité, il pourra faire réaliser la réparation par le plombier choisi et déposer une demande de remboursement des frais de réparation, à condition de permettre à l'assureur d'exercer son droit en vertu de la loi sur les contrats d'assurance, d'inspecter le dommage avant sa réparation.

Chapitre 2 – Montant de l'assurance supplémentaire dans un immeuble de copropriété

Ce chapitre n'est valable que si cela est expressément indiqué dans les spécifications

1. Sinistre

Par sinistre on entendra un dommage occasionné à un appartement appartenant à l'assuré ou sous contrat d'emphytéose se trouvant dans un immeuble de copropriété, **par un séisme** ainsi que stipulé à l'alinéa 1 (i) du chapitre 1 – assurance habitation pour un montant ne devant pas être inférieur à 70% du montant de l'assurance de l'appartement indiqué dans les spécifications et sur avis d'un expert foncier au sens donné à ce terme par la loi sur les experts fonciers de 2001 ou un ingénieur inscrit, au sens donné à ce terme par la loi sur les ingénieurs et architectes selon les cas, ou si suite au dommage occasionné un ordre de démolition de l'immeuble de copropriété est délivré.

2. Si cela a été indiqué dans les spécifications, la couverture sera élargie en vertu du présent chapitre, pour comprendre en plus du risque de tremblement de terre, également le cas d'assurance tel que défini à l'article 1 ci-dessus, qui a été causé par l'un ou plusieurs des risques détaillés à l'article 1 du chapitre 1 ci-dessus.

3. Calcul de l'indemnisation

- (a) **Après la survenue du sinistre, les indemnités dues à l'assuré au titre de ce chapitre seront calculées et versées selon le montant de l'assurance supplémentaire mentionnée dans les spécifications, le tout sous réserve de ce que prévoit l'article 2 du chapitre 6 ci-après.**
- (b) **Le montant de l'assurance supplémentaire correspondra à au moins 100% du montant de l'assurance de l'appartement indiqué dans les spécifications de la police.**

4. Non application de l'assurance partielle

L'article 60 de la loi sur les contrats d'assurances de 1981 (ci-après la loi sur les contrats d'assurance) ne s'appliquera pas à ce chapitre.

Chapitre 3 – Assurance du contenu

Ce chapitre n'est valable que si cela est expressément indiqué dans les spécifications

Pour les besoins de la présente police par " contenu " on entendra toute chose et objet présents dans l'appartement appartenant ou détenus ou sous la responsabilité de l'assuré et des membres de sa famille sauf:

- (a) **Les véhicules motorisés, caravanes, remorques, embarcations et engins volants ;**
- (b) **Les animaux**
- (c) **Les titres boursiers, obligations, titres d'action, certificats de prêt ;**
- (d) **Contrats, documents d'engagements, actes de vente, certificats et documents en tous genres ;**
- (e) **Or, argent ou métaux précieux, à l'état brut, diamants et pierres précieuses ne faisant pas partie des bijoux**
- (f) **Armes, munitions et explosifs ;**
- (g) **Manuscrits, plans, croquis, schémas, modèles, designs distinctifs ;**
- (h) **Livres de comptes et autres livres d'entreprise ;**
- (i) **Equipement et stocks servant uniquement à l'entreprise sauf mention contraire dans les spécifications.**
- (j) **Chèques, traveller chèques, chèques postaux, reconnaissances de dettes et effets en tous genres, billets d'avion ou de bateau, cartes de crédits et billets de loterie.**
- (k) **Choses ou objets se trouvant dans le jardin, dans les escaliers, sur les barrières ou voies pavées faisant partie de l'appartement à condition que par nature ils ne doivent pas se trouver en dehors de l'appartement ; la couverture au titre de cet article s'appliquant aux choses ou objets qui par nature doivent se trouver à l'extérieur de l'appartement sera limitée à 2% du montant de l'assurance du contenu ;**

1. Sinistre

Un sinistre est une perte ou un dommage subi par le contenu pendant la période de l'assurance suite à l'un des risques détaillés ci-après :

- (a) Incendie, éclairs, tonnerre ou fumée constituant un phénomène hors de l'ordinaire et inhabituel.
- (b) Explosion ou départ de feu.
- (c) Vente d'une vitesse supérieure à 30 n'uds, y compris avec pluie intermittente, neige ou grêle et **hors infiltration d'eau de pluie au travers des murs ou du plafond ou imprégnation des mêmes.**
- (d) Chute d'un engin volant, chute d'objets d'un engin volant, tremblement supersonique imputable à un engin volant.
- (e) Choc ou collision de véhicules dans l'appartement :
- (f) Actes malveillants à l'exception de :

- (1) **Des actes malveillants perpétrés alors que l'appartement était inoccupé**
- (2) **Des actes malveillants perpétrés par l'assuré ou des membres de sa famille ou avec leur consentement ;**
- (3) **Des actes malveillants perpétrés par des personnes vivant dans l'appartement avec la permission ou l'accord de l'assuré ;**
- (g) Vol, cambriolage, effraction, ou tentative des mêmes, sauf:
 - 1. **Si l'appartement est inoccupé;**
 - 2. **S'il s'agit d'un contenu desservant une entreprise et que l'appartement n'a pas une vocation purement résidentielle ;**
 - 3. **S'ils ont été perpétrés par l'un des membres de la famille de l'assuré ou par une personne vivant dans l'appartement avec la permission ou l'accord de l'assuré.**
 - 4. **Si le contenu est entreposé sur un balcon ouvert, à l'étage du toit ou au rez-de-chaussée alors que par nature il n'est pas censé se trouver à l'extérieur de l'appartement.**
- (h) Rassemblements interdits et troubles de l'ordre public;
- (i) Séisme y compris les tsunamis provoqués par un séisme à condition que l'assuré n'ait pas renoncé à la couverture contre ce risque de la manière indiquée par la directive 5 a de l'inspection des assurances (clauses d'un contrat d'assurance habitation murs et contenu de 1986 ; au regard de la franchise au titre des sinistres de ce type ; les séismes survenus dans les 72 heures suivant la survenue du premier séisme sont considérés comme un seul et même sinistre;
- (j) Inondation ou dégât des eaux imputable à une source d'eau extérieure à l'exception des tsunamis ainsi que stipulé à l'alinéa (i);

L'assuré peut, lors de l'offre d'assurance, par notification expresse enregistrée auprès de l'assurance et consignée dans les spécifications, renoncer à la couverture évoquée à l'alinéa g ou à tout ou partie des éléments de contenu ainsi que stipulé aux articles 5 (h) et 5 (i) ci-après ;

2. Risques non couverts

Le présent chapitre ne couvre pas les pertes ou dommages imputables à l'un ou plusieurs des facteurs suivants:

- (a) Guerre, actes ennemis, attentats terroristes;**
- (b) Guerre civile, émeute, soulèvement militaire ou indépendant, révolution ;**
- (c) Radiation ionisante, pollution radioactive, processus nucléaires, matériaux ou déchets nucléaires**

- (d) Occupation, expropriation, confiscation, destruction ou démolition de biens par le gouvernement, l'armée, l'autorité locale ou toute personne agissant en vertu de la loi.**

3. Calcul de l'indemnisation

- (1) Les indemnités dues à l'assuré au titre du présent chapitre, seront calculées et versées en fonction de la valeur de la perte ou du dommage occasionné à l'appartement et ne dépasseront pas le montant d'assurance indiqué dans les spécifications en tant que montant de l'assurance de l'appartement le tout, sous réserve de ce que prévoit l'article 2 du chapitre 6 ci-après. L'indemnisation au titre d'une perte ou un dommage occasionné à plusieurs éléments ne devra pas dépasser le montant indiqué dans les spécifications si tel est le cas comme montant de l'assurance de ces éléments.
- (2) Les indemnités d'assurance seront calculées d'une manière permettant à l'assuré, dans la mesure du possible de revenir à la situation dans laquelle il se trouvait avant le sinistre.
- (3) Les indemnités couvriront également la perte ou les dommages occasionnés aux vêtements et effets personnels du personnel d'entretien de l'assuré présent dans l'appartement pour un montant ne dépassant pas 5% du montant de l'assurance contenu.

4. Assurance partielle

Si lors de la signature du contrat d'assurance le montant de l'assurance du contenu est inférieur de 15% au moins à la valeur du contenu, la responsabilité de l'assureur diminuera au prorata du rapport entre le montant de l'assurance et la valeur du contenu lors de la signature du contrat ; chaque élément pour lequel une valeur assurée distincte a été fixée dans les spécifications sera soumis séparément à cette clause. Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas aux limites de responsabilité fixées dans la police ou si le montant de l'assurance a été fixé par l'assureur ou l'un de ses mandataires.

5. Limitation de la responsabilité de l'assureur au regard de certains éléments du contenu

Si aucun montant particulier n'a été expressément stipulé dans les spécifications concernant les éléments de contenu ci-après, l'indemnisation en cas de perte ou de dommage occasionnés à l'un d'entre eux ne dépassera pas les montants suivants:

- (a) Argent liquide ou bons d'achat – **jusqu'à 0,5% du montant de l'assurance de contenu;**
- (b) Objets en argent- **jusqu'à 10% du montant de l'assurance contenu;**
- (c) Sculptures, tableaux, œuvres d'art, antiquités et collections ayant

une valeur historique, scientifique ou artistique - **jusqu'à 10% du montant de l'assurance contenu ;**

- (d) Tapis – **jusqu'à 10% du montant de l'assurance contenu ;**
- (e) Fourrures – **jusqu'à 10% du montant de l'assurance contenu ;**
- (f) Collection de timbre– **jusqu'à 5% du montant de l'assurance contenu ;**
- (g) Collection de pièces de monnaie - **jusqu'à 5% du montant de l'assurance contenu ;**
- (h) Bijoux et objets en or - jusqu'à 10% du montant de l'assurance contenu ;
- (i) Montres bracelet– **jusqu'à 10% du montant de l'assurance contenu ;**

L'article 60 de la loi sur les contrats d'assurance ne s'appliquera pas aux montants des objets visés aux articles a à i s'ils restent dans la limite indiquée pour chacun d'eux.

6. Couverture des éléments de contenu se trouvant à l'extérieur de l'appartement

- (a) Les vêtements, objets personnels et bijoux de l'assuré et des membres de sa famille seront couverts contre les risques inclus dans ce chapitre lors de leur séjour en dehors de l'appartement, ils ne seront pas couverts contre le risque de vol, et ne seront pas couverts **s'ils sont entreposés dans un véhicule quel qu'il soit ou à l'étranger.**
- (b) L'indemnisation au titre de cet article est limitée à 5% du montant de l'assurance contenu.

7. Assurance dégâts des eaux pour le contenu

- (a) **Si cela est expressément stipulé** dans les spécifications, la couverture de ce chapitre sera élargie pour couvrir également la perte ou les dégâts décelés pour la première fois pendant la période de l'assurance et occasionnés au contenu suite à une fuite ou infiltration d'eau ou de tout autre liquide dans les équipements de plomberie et de chauffage de l'appartement ou de tout autre bien situé dans l'immeuble de copropriété y compris toute fissure, occlusion ou débordement des chauffe-eaux ou des conduite mais ne couvrira pas :
 - (1) **Le coût de l'eau.**
 - (2) **L'usure, la corrosion et la rouille occasionnés aux chauffes eaux, aux conduites et à l'équipement de plomberie lui-même.**
 - (3) **La perte ou les dommages occasionnés lorsque l'appartement est inoccupé.**

(b) Suite à ce que prévoit l'alinéa a ci-dessus concernant un dommage provenant d'un autre bien de l'immeuble de copropriété sauf mention contraire expresse dans les spécifications, la couverture sera limitée à un sinistre par période d'assurance.

Chapitre 4 – assurance responsabilité

Ce chapitre n'est valable que si cela est expressément indiqué dans les spécifications

a. Assurance responsabilité civile

La couverture n'est valable que si cela est expressément indiqué dans les spécifications

1. Sinistre

Par sinistre on entend l'obligation de l'assuré ou des membres de sa famille y compris ses employés de maison, d'indemniser un tiers en vertu de la directive relative aux dommages (nouvelle version) dans les limites de responsabilité indiquées dans les spécifications suite à un accident survenu sur le territoire israélien ou dans la " région " telle qu'elle est définie par la loi d'amendement et de prolongation de la validité des directives d'urgence (" Judée et Samarie - jugement des délits et aide juridique de 2007) ayant entraîné :

(a) Un décès, une maladie, une blessure, un problème corporel, un problème affectif ou mental ;

(b) Une perte ou un dommage aux biens d'un tiers.

2. Traitement des déclarations de sinistre

- a. L'assureur pourra et en cas de demande d'un tiers, sera tenu de verser audit tiers l'indemnisation qu'il doit à l'assuré à condition d'en avoir avertir par écrit l'assuré ainsi que stipulé à l'alinéa (b) et que l'assuré ne s'y soit pas opposé ainsi que stipulé dans ce même alinéa ; néanmoins l'assureur pourra soulever envers le tiers les mêmes allégations qu'il est en droit de soulever envers l'assuré.
- b. Si un tiers réclame à l'assureur une indemnisation au titre de l'assurance ainsi que stipulé à l'alinéa (a), l'assureur notifiera par écrit à l'assuré dans les 7 jours ouvrables suivant ladite réclamation que si ledit assuré ne s'oppose pas au versement de l'indemnisation sous 30 jours, l'assureur versera au tiers l'indemnisation qu'il doit à l'assuré, s'il est tenu de la verser.
- c. L'assureur assurera par lui-même ses défenses ou gèrera une procédure au nom de l'assuré dans le cadre de toute demande d'instance et l'assuré apportera à l'assureur toute l'aide requise pour régler ladite plainte du tiers.
- d. L'assureur s'engage à agir conjointement avec l'assuré, et de s'efforcer de défendre les intérêts légitimes de l'assuré, sa réputation comprise.
- e. En cas de demande d'instance ou de demande reconventionnelle

déposée contre l'assuré, découlant d'un seul et même sinistre ou d'une série de sinistres pouvant être reliée à une seule et même source ou un seul et même motif, couverts en vertu du présent chapitre ou de la police d'assurance, l'assureur pourra acquitter à l'assuré la totalité du montant de l'assurance en vertu du présent chapitre et après ledit paiement sera libéré de son obligation de gérer la ou lesdites plaintes et il n'aura aucune autre responsabilité à cet effet à l'exception des frais de justice fixés par le tribunal ou de frais raisonnables encourus au regard desdites plaintes.

3. Couverture des frais juridiques

En cas de demande d'indemnisation au titre du présent chapitre, l'assureur devra acquitter les frais de justice raisonnables encourus par l'assuré au titre de sa responsabilité et ce même au-delà de la limitation de responsabilité en vertu du présent chapitre.

4. Exclusions responsabilité civile

L'assureur décline toute responsabilité au regard d'une indemnisation de l'assuré pour un montant qui lui aura été facturé ou qu'il a dû acquitter si le motif du paiement découle de l'un des éléments suivants :

- (a) Responsabilité envers des employés avec lesquels l'assuré a des relations employeur employé**
- (b) Un dommage occasionné aux membres de la famille de l'assuré ou à un employé de maison de l'assuré ;**
- (c) La responsabilité de l'assuré envers un tiers liée directement à la profession ou à l'activité de l'assuré sauf si la couverture de cette activité est expressément mentionnée dans les spécifications.**
- (d) La responsabilité professionnelle de l'assuré ou une responsabilité découlant des produits fabriqués, traités, commercialisés ou entretenus par l'assuré dans le cadre d'une activité professionnelle quelle qu'elle soit ;**
- (e) Un véhicule au sens donné à ce terme par la loi d'indemnisation des victimes d'accidents de la route, de 1975, une grue, un engin d'élévation, des engins volants, embarcations, engins motorisés servant à circuler ;**
- (f) L'utilisation d'armes ;**
- (g) Des animaux non domestiques, un chien dangereux ou d'une race dangereuse au sens donné à ce terme par la loi de réglementation du contrôle canin de 2002 ;**
- (h) L'utilisation d'une piscine comportant un système de filtration, un jacuzzi ou sauna extérieurs à l'appartement sauf mention contraire dans les spécifications ;**

- (i) **L'exécution de travaux dans l'appartement par un professionnel, la durée des travaux dépassant deux semaines à compter de leur commencement effectif ;**
- (j) **Une plainte déposée contre l'assuré auprès du tribunal en dehors du territoire israélien.**

5. Non applicabilité de l'assurance partielle

L'article 60 de la loi sur les contrats d'assurance ne s'appliquera pas au présent chapitre.

B. Assurance responsabilité employeur employés de maison **La couverture n'est valable que si cela est expressément indiqué dans les spécifications**

1. Clauses de l'assurance

L'assureur indemnifiera **l'assuré** au titre du présent chapitre **dans les limites de la responsabilité de l'assureur par sinistre et par période d'assurance**, pour les montants que l'assuré devra verser à ses employés de maison (tels que définis ci-dessous) **à titre de dédommagement légal** en cas de sinistre survenu pendant **la période d'assurance** indiquée dans les **spécifications**, sous réserve des clauses de **la police** et de ses réserves, y compris la franchise, de plus **l'assureur** indemnifiera **l'assuré** pour tout frais juridique raisonnable, de défense contre une demande d'indemnisation au titre **d'un sinistre** et ce, même au-delà des limites de responsabilité.

2. Définitions

- a. **Loi** : directive relative aux dommages (nouvelle version) 1968.
- b. **Sinistre** : dommage corporel, affectif ou mental ou décès suite à un **accident** ou à une maladie d'un ou plusieurs employés de maison de **l'assuré** directement au service de l'assuré et percevant un salaire de sa part, survenu pendant ou suite à son travail dans **l'appartement** assuré.
- c. **Frais de justice raisonnables**
 - (1) Frais raisonnables requis pour se défendre contre une plainte, déduction faite de **la franchise**.
 - (2) Frais de justice raisonnables requis pour se défendre dans le cadre d'une enquête, déduction faite de **la franchise**.
- d. **Limitations de garantie** – les montants mentionnés dans les spécifications à titre de limites de garantie par sinistre et par période d'assurance pour le présent chapitre.

3. Exclusions

L'assureur décline toute responsabilité au titre du présent chapitre pour :

- (1) **Les engagements ou la responsabilité que l'assuré ou certains membres de sa famille ont contractés par contrat,**

sauf si ledit engagement ou la responsabilité incombent à l'assureur en l'absence de contrat.

- (2) Les montants quels qu'ils soient réclamés à l'assuré par l'assurance nationale.**
- (3) Les montants quels qu'ils soient que l'assurance nationale est tenue d'acquitter en cas de sinistre et qu'elle a acquittés ou que l'assurance nationale est tenue d'acquitter et n'a pas acquittés en alléguant un manquement à une ou plusieurs dispositions de la loi sur l'assurance nationale (version mixte) de 1968 (ci-après " la loi sur l'assurance nationale ") ou à certaines de ses directives ou le non dépôt d'une demande d'indemnisation.**
- (4) Les montants quels qu'ils soient dus par l'assuré suite à un sinistre dans le cadre de la présente police, pour indemniser un employé pour lequel l'assuré n'est pas tenu de cotiser à l'assurance sociale ou un sinistre non reconnu par l'assurance nationale comme un accident de travail. En pareil cas, l'assureur indemniserà l'assuré uniquement pour les sommes dépassant ce que l'assurance nationale aurait dû lui verser en application de la loi sur l'assurance nationale.**
- (5) Une responsabilité quelle qu'elle soit au regard d'un adolescent employé contrairement aux lois et/ou aux directives relatives à l'emploi d'adolescents ou de manière non conforme auxdites lois.**
- (6) Une responsabilité quelle qu'elle soit devant impérativement être couverte par une assurance en application de la loi, pour l'utilisation d'un véhicule motorisé et/ou une responsabilité couverte par l'assurance auto obligatoire, y compris les organes et institutions exemptés de l'obligation d'assurance en application de la directive sur l'assurance des véhicules motorisés (nouvelle version).**
- (7) Une responsabilité pour l'utilisation d'un véhicule électrique sans permis.**
- (8) Une responsabilité pour l'utilisation d'une bicyclette, d'une trottinette et/ou de tout autre véhicule équipé d'un moteur annexe**

- (9) Silicose ou asbestose.**
- (10) Un sinistre subi par un employé de l'assuré ne faisant pas partie des employés de maison et employé dans le cadre de l'activité professionnelle de l'assuré dans l'appartement sauf si un élargissement de l'assurance à l'activité professionnelle dans l'appartement a été contracté.**
- (11) Une responsabilité pour négligence grave de la part de l'assuré assortie d'un manque de réflexion de sa part ayant entraîné ou contribué à la survenue du sinistre. A cet effet par négligence grave on entendra une déviation grave de la norme en matière de prudence d'un assuré raisonnable.**

Chapitre 5- Elargissements et couvertures supplémentaires

Définitions

Pour les besoins de la présente police les termes suivants auront le sens qui figure à leur côté.

- a. "**Zone géographique**" - territoire israélien ou "la zone" telle qu'elle est définie par la loi sur l'amendement et le prolongement de la validité de la directive d'urgence (Judée et Samarie - juridiction des délits et aide juridique) de 2007.

1. Elargissement de l'assurance aux dommages occasionnés par des actes terroristes

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

A. Sinistre

Si cela est expressément mentionné dans les spécifications, si une couverture en application des chapitres 1 et/ou 3 a été acquise, la couverture afférente aux chapitres acquis sera élargie afin de comprendre une indemnisation au titre des dommages corporels occasionnés directement ou indirectement aux biens de l'assuré tels qu'ils sont définis ci-après, se trouvant dans l'appartement suite à un acte terroriste.

B. Définitions

(1) "**Terrorisme**" - atteinte ou acte malveillant dirigés contre les biens de l'assuré réalisés avec violence dans des buts politiques ou pour effrayer le public ou partie du même, perpétrés par une personne ou un groupe de personnes agissant ou non au nom ou en relation avec une organisation quelle qu'elle soit, hostile à Israël suite à ladite hostilité.

(2) "**Les biens assurés**" - les murs de l'appartement s'ils sont assurés en application du chapitre 1 - assurance habitation ou le contenu s'il est assuré en application du chapitre 3 - assurance contenu.

(3) "**La loi**" - la loi relative à l'impôt sur les biens et le fonds d'indemnisation de 1961 et ses directives.

(4) "**Dommege physique**" - dommage tangible aux biens de l'assuré. **Afin de lever tout doute, précisons ici que les dommages physiques n'incluent pas la perte de valeur et l'impossibilité d'utiliser le bien quelles qu'elles soient.**

C. Condition préalable à l'engagement de la responsabilité de l'assureur

La condition préalable à la responsabilité de l'assureur en vertu

du présent chapitre est l'existence d'une attestation de la police israélienne ou du ministère de la défense ou de l'administration de l'impôt sur les biens et du fonds d'indemnisation ainsi que définie par la loi et ses directives confirmant que le dommage a été directement occasionné par un acte terroriste au sens donné à ce terme par la loi.

D. Indemnisation

L'indemnisation versée à l'assuré pour un sinistre couvert par le présent chapitre se fera comme suit:

- (1) La couverture en vertu du présent chapitre sera pour le montant du dommage en sus du montant de l'indemnisation que l'assuré est habilité à percevoir en application de la loi.**
- (2) Afin de lever tout doute, l'assureur décline toute responsabilité au regard d'un montant auquel l'assuré peut prétendre en vertu de la loi et qui ne lui aurait pas été acquitté par les autorités de l'impôt sur les biens et le fonds d'indemnisation suite au manquement à une ou plusieurs des dispositions de la loi ou faute d'avoir déposé une demande auprès de l'autorité de l'impôt sur les biens et le fonds d'indemnisation.**
- (3) L'indemnisation totale acquittée en vertu du présent chapitre ne devra pas dépasser le montant de l'assurance indiqué dans les spécifications pour ce chapitre.**

E. Exclusions

Le présent chapitre ne couvre ni les pertes ni les dommages :

- (1) Occasionnés par ou découlant d'une expropriation, confiscation ou occupation des biens assurés ou des cours dans lesquelles se trouvent lesdits biens.**
- (2) Indirects en tous genres à l'exception de ce que stipule la police concernant la perte d'un loyer ou le paiement de frais de loyer pour se loger suite à un sinistre.**
- (3) Subis suite à un sinistre découlant de/ou directement ou indirectement occasionné par l'utilisation de produits chimiques, biologiques ou nucléaires.**
- (4) De bris de verre ou de vitres si le dommage se limite auxdits verres et vitres.**

F. Le reste des clauses de couverture acquises en vertu desdits chapitres continueront de s'appliquer.

Elargissement de l'assurance à un débarras, une piscine, des jardins et bâtiments annexes

2. La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

- a. **Si le présent élargissement a été acquis et mentionné expressément dans les spécifications**, sous réserve des conditions ci-après, l'assurance au titre du chapitre 1 est élargie et couvre désormais la perte ou les dommages occasionnés à un débarras, une piscine et autres bâtiments annexes, y compris les dommages au système d'arrosage, aux arbres, buissons, plantes et pelouses au titre des risques suivants :
- (1) Incendie, éclairs, explosion.
 - (2) Chute d'un engin volant, chute d'objets à partir d'un engin volant.
 - (3) Collision de véhicules **à l'exception de véhicules conduits par l'assuré ou un membre de sa famille.**
 - (4) Séisme, compris les tsunamis résultant d'un séisme, **si une couverture contre le risque de séisme a été acquise au titre du chapitre 1 assurance habitation et que cela est mentionné dans les spécifications.**
- b. Le montant maximal de l'indemnisation devant être versée par **l'assureur** en vertu du présent élargissement **ne devra pas dépasser 0,5% du montant de l'assurance habitation** par sinistre et **2% du montant total de l'assurance habitation** au titre du chapitre 1 de l'assurance habitation pour l'ensemble des **sinistres** pendant la période de l'assurance **sauf mention contraire dans les spécifications.**
- c. **Exclusions**
Ni les dommages ou pertes occasionnés à la **tuyauterie de la piscine, de la chaufferie /salle des machines ni les dommages imputables à la tuyauterie de la piscine ne sont couverts par la présente police.**

Afin de lever tout doute, les tuyaux transportant des liquides de la chaufferies/salle des machines à la piscine et inversement et de la chaufferie/salle des machines à l'appartement et de l'appartement sont quant à eux couverts par l'assurance.

3. Elargissement de l'assurance bris accidentel des sanitaires, plans de marbre ou verre

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

a. Sinistre

Perte ou dommage suite à un bris accidentel :

- (1) De vitres fixées sur des fenêtres, portes ou encadrements

- quels qu'ils soient y compris des miroirs.
- (2) Baignoires, cuvettes de WC, lavabos, éviers et plans en marbre dans la cuisine et les salles de bain faisant partie de **l'appartement**.

b. Définitions

" **Bris** " - traversant toute l'épaisseur de l'élément assuré

c. Montant de l'indemnisation

- (1) L'indemnisation **y compris l'installation et le montage des biens perdus ou endommagés** ne devra pas dépasser le montant de l'assurance pour cette couverture.
- (2) Le montant maximal de l'indemnisation devant être versée par **l'assureur** au titre de cette couverture **ne devra pas dépasser 2% du montant de l'assurance habitation par sinistre et 3% du montant total de l'assurance habitation** au titre du chapitre 1 de **l'assurance habitation** pour l'ensemble des sinistres pendant la période de l'assurance **sauf mention contraire dans les spécifications**.
- (3) La responsabilité de l'assurance pour la perte ou le dommage couvert par le présent élargissement est établie sur la base du premier dommage.

d. Exclusions

La couverture en vertu du présent élargissement n'inclura aucune indemnisation pour :

- (1) **Les pertes ou dommages occasionnés aux encadrements, leur insertion, revêtement, décoration et inscriptions en tous genres.**
- (2) **Les dommages aux objets fissurés ou abimés.**
- (3) **Les frais de transfert ou d'enlèvement.**
- (4) **Les sinistres imputables à un acte malveillant de l'assuré ou de membres de sa famille ou de personnes habitant dans l'appartement avec sa permission y compris avec leur aide ou leur consentement.**
- (5) **Les sinistres directement imputables à des travaux de réparation ou de rénovation.**

4. Elargissement de l'assurance tous risques murs

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

a. Le sinistre

Les pertes ou **dommages physiques accidentels** quel qu'en soit le motif occasionnés **aux biens de l'assuré** au titre du chapitre 1 **durant la période de l'assurance** sauf s'ils ont été expressément exclus à l'article des exclusions ci-après.
Pour les besoins de la présente couverture, par "**dommage physique**" on entendra tout dommage tangible occasionné aux

biens de l'assuré. **Afin de lever tout doute, précisons ici que les dommages corporels n'incluent ni la perte de valeur ni l'impossibilité d'utiliser le bien quel que soit le motif de cette impossibilité.**

b. Le montant de l'assurance

- (1) Le montant de l'assurance pour la présente couverture s'élèvera à 20 000 shekels par sinistre et par période d'assurance sauf mention contraire dans les spécifications.
- (2) La responsabilité de l'assureur pour les pertes et dommages couverts par cet élargissement sera établie sur la base du premier dommage.

c. Exclusions

Le présent élargissement ne couvre pas :

- (1) **Les dommages imputables à un mouvement et/ou enfoncement du sol et/ou à un défaut de planification et/ou de construction et/ou à un travail défectueux.**
- (2) **Les dommages occasionnés pendant ou suite à des travaux de nettoyage, rénovation, réparation ou peinture ; y compris dans le cadre des travaux de rénovation ;**
- (3) **Les rayures quelles qu'elles soient ou fissures dans le revêtement/la couverture.**
- (4) **Les dommages indirects.**
- (5) **Les dommages imputables à des actes malveillants perpétrés par l'assuré ou des membres de sa famille ou avec leur accord ;**
- (6) **Les sinistres couverts ou qui auraient pu être couverts dans le cadre du chapitre un et/ou un autre élargissement de la présente police.**
- (7) **Les dommages imputables à des mites, insectes, vers, poux, rongeurs (y compris rayures, morsures et rongement), à l'humidité, à une dégradation progressive, à des facteurs atmosphériques ou climatiques ayant un impact progressif, à l'usure, à l'amortissement, à la rouille.**
- (8) **Les pertes ou dommages résultants d'un abus de confiance, une fraude, une escroquerie, un manque de droiture.**
- (9) **Les dommages occasionnés au bâtiment s'inscrivant dans le cadre de l'activité professionnelle réalisée dans l'appartement.**
- (10) **Les bris (y compris fissures) de : verre, cuvettes de WC, lavabos, plans de marbre et céramique etc.**

- (11) Les pannes de systèmes mécaniques et/ou électriques et/ou électroniques etc., y compris le système de domotique informatisé.
- (12) Les dommages occasionnés à la piscine et/ou au jacuzzi et/ou sauna et annexes.
- (13) Les dommages imputables à une infiltration d'eau de pluie à travers les murs ou le plafond ou à leur imprégnation;
- (14) Les dommages dus à des actes malveillants perpétrés dans un appartement inoccupé;
- (15) Les dommages imputables à des actes malveillants perpétrés par des personnes vivant dans l'appartement avec l'autorisation de l'assuré ou son consentement.
- (16) Les dommages imputables à un vol, cambriolage, effraction ou tentative des mêmes alors que l'appartement est inoccupé ;
- (17) Les dommages imputables à une guerre, des opérations ennemies, attentats terroristes;
- (18) Les dommages imputables à une guerre civile, un soulèvement, un push militaire ou populaire, une révolution;
- (19) Les dommages imputables à une radiation ionisante, pollution radioactive, processus nucléaires, matériaux ou déchets nucléaires
- (20) Les dommages imputables à une occupation, expropriation, confiscation, destruction ou démolition de biens par le gouvernement, l'armée, l'autorité locale ou toute personne agissant en vertu de la loi.

5. Elargissement à une assurance tous risques pour le contenu

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

a. Le sinistre

Les pertes ou **dommages physiques accidentels** quel qu'en soit le motif survenus dans **l'appartement, pendant la période d'assurance** et occasionnés **aux biens de l'assuré** au titre du chapitre 3 sauf s'ils ont été expressément exclus à l'article des exclusions ci-après.

Pour les besoins de la présente couverture, par " dommage physique " on entendra tout dommage tangible occasionné aux biens de l'assuré. Afin de lever tout doute, précisons ici que les dommages corporels

n'incluent ni la perte de valeur ni l'impossibilité d'utiliser le bien quel que soit le motif de cette impossibilité.

b. Le montant de l'assurance

- (1) Le montant de l'assurance pour la présente couverture s'élèvera à 20 000 shekels par sinistre et par période d'assurance sauf mention contraire dans les spécifications.
- (2) La responsabilité de l'assureur pour les pertes et dommages couverts par cet élargissement est sur la base du premier dommage.

c. Exclusions

Le présent élargissement ne couvre pas :

- (1) **Les sinistres couverts ou qui auraient pu être couverts dans le cadre du chapitre un et/ou un autre élargissement de la présente police.**
- (2) **Les dommages directs de panne mécanique ou électrique ou électronique.**
- (3) **Les rayures ou fissures dans le revêtement des meubles ou réfrigérateurs domestiques ou autres revêtements y compris les revêtements en email.**
- (4) **Les dommages occasionnés pendant ou suite à des travaux de nettoyage, rénovation, réparation ou peinture ;**
- (5) **Les dommages imputables à des mites, insectes, vers, poux, rongeurs (y compris rayures, morsures et rongement), à l'humidité, à une dégradation progressive, à des facteurs atmosphériques ou climatiques ayant un impact progressif, à l'usure, à l'amortissement, à la rouille.**
- (6) **Les dommages imputables à un mouvement et/ou enfoncement du sol et/ou à un défaut de planification et/ou de construction et/ou à un travail défectueux.**
- (7) **Les dommages occasionnés aux lunettes, lentilles de contact, appareils auditifs et prothèses dentaires.**
- (8) **Les dommages occasionnés aux téléphones portables et à leurs accessoires, y compris les téléphones cellulaires, GPS, agendas électroniques, tablettes, ordinateurs portables etc.**
- (9) **Les dommages indirects.**
- (10) **Les dommages imputables à des actes malveillants perpétrés par l'assuré ou des membres de sa famille ou avec leur accord ;**
- (11) **Les dommages occasionnés à des biens desservant l'activité professionnelle dans l'appartement.**
- (12) **Les dommages occasionnés aux bijoux, appareils photos, lentilles d'appareils photos, caméras, instruments de musique et /ou autres objets de valeur.**
- (13) **Les dommages résultants d'un abus de confiance, une**

- fraude, une escroquerie, un manque de droiture.
- (14) Les bris (y compris fissures) de : verre, cuvettes de WC, lavabos, plans de marbre et céramique etc.
 - (15) Les dommages y compris les dérangements ou pannes de matériel électrique ou électronique domestique ou du système de domotique informatisé.
 - (16) Les pertes ou dommages dus à des actes malveillants perpétrés dans un appartement inoccupé ;
 - (17) Les pertes ou dommages imputables à des actes malveillants perpétrés par des personnes vivant dans l'appartement avec l'autorisation de l'assuré ou son consentement.
 - (18) Les dommages imputables à un vol, cambriolage, effraction ou tentative des mêmes dans un appartement inoccupé ;
 - (19) Les dommages imputables à un vol, cambriolage, effraction ou tentative des mêmes s'ils ont été perpétrés par l'un des membres de la famille de l'assuré ou par une personne vivant dans l'appartement avec la permission ou l'accord de l'assuré.
 - (20) Les dommages imputables à un vol, cambriolage, effraction ou tentative des mêmes de contenu entreposé sur un balcon ouvert, à l'étage du toit ou au rez-de-chaussée alors que par nature il n'est pas censé se trouver à l'extérieur de l'appartement.
 - (21) Les dommages imputables à une infiltration d'eau de pluie à travers les murs ou le plafond ou à une imprégnation des mêmes.
 - (22) Les dommages imputables à une guerre, des opérations ennemies, attentats terroristes ;
 - (23) Les dommages imputables à une guerre civile, un soulèvement, un push militaire ou populaire, une révolution ;
 - (24) Les dommages imputables à une radiation ionisante, pollution radioactive, processus nucléaires, matériaux ou déchets nucléaires
 - (25) Les dommages imputables à une occupation, expropriation, confiscation, destruction ou démolition de biens par le gouvernement, l'armée, l'autorité locale ou toute personne agissant en vertu de la loi.

6. Elargissement à une assurance de bris accidentel du matériel électronique domestique fixe

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

a. Le sinistre

Bris **accidentel** de pièces de matériel électronique domestique

fixe uniquement, à usage non professionnel selon les spécifications suivant : télévisions, écrans plasma LCD etc. systèmes de son, appareils vidéo, ordinateurs domestiques, imprimante, scanner, fax, appareil DVD, projecteurs appartenant à **l'assuré** et faisant partie du **contenu de l'appartement** assuré à condition que le dommage soit survenu alors que ces éléments se trouvaient dans l'appartement **assuré**.

b. La présente couverture n'inclut pas :

- (1) Les dommages occasionnés par ou suite à un dérangement mécanique ou électrique, une panne mécanique ou électrique ou des dommages électriques y compris les courts circuits ou hautes tensions.**
- (2) Les dommages aux écrans plasma, LCD et TV de plus de 60 pouces et/ou projecteur suspendu sauf mention contraire dans les spécifications.**
- (3) Les dommages aux tubes à rayons cathodiques ou autres tubes se trouvant à l'extérieur de l'appareil de télévision.**
- (4) Les dommages occasionnés aux têtes magnétiques de lecture des systèmes vidéo et des têtes d'impression des imprimantes.**
- (5) Les dommages aux disques, CD, cassettes, disques et lecteurs en tous genres et des médias de stockage en tous genres y compris les informations qui y sont stockées.**
- (6) Les dommages aux appareils électriques mobiles ou déplaçables en tous genres à usage professionnel.**
- (7) Les dommages imputables aux mites, rongeurs, vers, à l'humidité, à la rouille, à la putréfaction, à une usure progressive et à l'impact des conditions climatiques normales.**
- (8) Les pertes ou dommages pendant ou après l'installation, le montage, la réparation ou le démontage des biens de l'assuré.**
- (9) La reconstitution d'informations**
- (10) Les dommages indirects.**
- (11) Les dommages imputables à des actes délibérés de l'assuré ou des membres de sa famille ou personnes vivant dans l'appartement avec l'autorisation de l'assuré ou son aide ou son consentement.**
- (12) Amortissement, usure**
- (13) Perte de valeur.**

c. Indemnisation

- (1) Le montant maximal que devra verser **l'assureur** au titre de la présente couverture **ne devra pas dépasser 15 000 shekels par élément sauf mention expresse contraire dans les spécifications.**
- (2) L'indemnisation en vertu du présent élargissement sera calculée comme suit :
 - (a) Pour les appareils qui lors du **sinistre** ont 5 ans ou moins - l'indemnisation sera calculée en fonction de **la valeur à neuf** ou **valeur d'usage**, conformément à ce que l'assuré aura choisi pour la couverture du contenu au titre du chapitre 3 de la présente police d'assurance.
 - (b) Pour les appareils de plus de 5 ans à la date du sinistre l'indemnisation sera calculée en fonction de la **valeur d'usage**.
Pour les besoins du présent article par **valeur d'usage** on entendra la valeur réelle du bien à la date du **sinistre** tenant compte de l'usure et de l'amortissement, sous réserve des dispositions de la présente **police d'assurance**.

7. Elargissement de l'assurance responsabilité civile pour balle sortie accidentellement d'un revolver et assurance tous risques revolver

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

a. Définitions

- (1) " **L'assuré** " - personne dont les coordonnées figurent dans les spécifications comme assuré pour la couverture concernée et qui lors du sinistre détenait le revolver assuré.
- (2) " **Le revolver assuré** " - revolver détenu par l'assuré avec un permis en cours de validité dont les détails figurent dans les spécifications.

7 a. Assurance responsabilité civile pour sortie accidentelle de balle

- a. Sous réserve des clauses et exclusions détaillées au chapitre 3 a - responsabilité civile et sous réserve du paiement d'une franchise pour le présent élargissement, l'exclusion 4 (f) du chapitre 4 (a) sera réduite et la couverture sera élargie à la responsabilité civile en cas de sortie accidentelle non intentionnelle d'une balle de revolver de l'assuré, celui-ci étant détenu par l'assuré pendant la période de l'assurance dans la zone géographique, ayant entraîné ;
 - (1) **Un dommage corporel, la mort, une maladie, une blessure ou un problème physique, affectif ou mental sauf s'il s'agit d'un membre de la famille de**

- (2) Un dommage matériel, sauf aux biens appartenant à l'assuré ou sous sa responsabilité et/ou celle des membres de sa famille et/ou de ses employés de maison.**

b. Franchise

Le montant que devra acquitter l'assuré sur l'indemnisation perçue et les frais de règlement de déclaration et frais juridiques acquittés par l'assureur en vertu du présent élargissement.

c. Respect des consignes de sécurité

L'assuré devra respecter les dispositions légales s'appliquant à la détention, à la conservation et à l'utilisation d'armes y compris celles détaillées dans le permis de port d'arme et prendre des précautions raisonnables pour éviter tout sinistre.

7 b. Assurance tout risque revolver assuré

- a. Sinistre :** perte ou **dommage physique accidentel** pour quelque motif que ce soit occasionné au **revolver assuré**, survenu dans la **zone géographique**, pendant la **période de l'assurance**, sauf exclusion expresse à l'article des exclusions ci-après.

Pour les besoins de la présente couverture, par "**dommage physique**" on entendra tout dommage tangible occasionné aux biens de l'assuré. **Afin de lever tout doute, précisons ici que les dommages corporels n'incluent ni la perte de valeur ni l'impossibilité d'utiliser le bien quel que soit le motif de cette impossibilité.**

b. Indemnisation

L'indemnisation se fera à concurrence de la valeur de réparation en cas de dommage partiel ou en fonction de la valeur marchande du revolver selon la valeur d'usage en cas de dommage intégral et quoi qu'il en soit ne devra pas dépasser le montant de l'assurance revolver **mentionné dans les spécifications.**

Pour les besoins du présent article par "**valeur d'usage**" on entendra la valeur réelle du bien lors de la survenue du **sinistre** en tenant compte de l'usure et de l'amortissement et sous réserve des dispositions de la présente **police d'assurance.**

7c. Exclusions

L'assureur décline toute responsabilité au regard de :

- (1) Des dommages directement ou indirectement occasionnés suite à : une dégradation progressive, humidité, rouille, facteurs atmosphériques ou climatiques, panne en tous genres, travaux de nettoyage, réparation ou rénovation.**
- (2) Perte ou dommage occasionné à l'arme à feu**

suite à un manquement de la part de l'assuré aux dispositions de la « loi sur les armes à feu 5770 – 1949 » et/ou instructions du ministère de la Sécurité intérieure ou tout autre ministère responsable de ce sujet), s'appliquant à la détention d'armes.

- (3) Les dommages au mécanisme du revolver.
- (4) Les dommages imputables à un acte délibéré ou à un crime perpétré par l'assuré ou une personne mandatée par lui.
- (5) Une arme pour laquelle l'assuré ne dispose pas de permis de port d'arme valide.
- (6) Une arme servant à l'assuré dans le cadre de ses activités professionnelles ou son poste, y compris son poste en tant que soldat, policier, garde, personnel de sécurité, membres des services de sécurité.

b. Franchise

L'assuré acquittera une franchise ainsi que stipulé dans les spécifications pour tout dommage occasionné au revolver couvert contre les risques en application du présent article.

c. Notification à la police

L'assuré devra signaler à la police tout dommage partiel ou complet du revolver découlant d'un acte malveillant, d'une effraction, d'un vol ou d'un cambriolage

8. Assurance bicyclette et/ou tondeuse à gazon domestique

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

a. Sinistre

Perte ou dommage physique subi par une bicyclette et/ou tondeuse à gazon domestique appartenant à **l'assuré** ou à l'un des **membres de sa famille** dans la **zone géographique** dans le cadre de l'un ou plusieurs des risques suivants :

- (1) Dommages accidentels à la bicyclette et/ou tondeuse à gazon.
- (2) Vol de bicyclette et/ou tondeuse à gazon dans leur intégralité.

Pour les besoins du présent élargissement, par "**dommage physique**" on entendra tout dommage tangible occasionné aux biens de l'assuré. **Afin de lever tout doute, précisons ici que les dommages corporels n'incluent ni la perte de valeur ni l'impossibilité d'utiliser le bien quel que soit le motif de cette impossibilité.**

b. Exclusions

La couverture en vertu du présent article ne s'appliquera pas:

- (1) **Au transport de la bicyclette en l'absence de dispositif réglementaire pour véhicule la bicyclette étant attaché et sécurisée comme il se doit.**

- (2) Aux bicyclettes équipées d'un moteur annexe quel qu'il soit et aux vélos électriques.
- (3) Aux dommages concernant uniquement un/des pneu/s.
- (4) Au vol de pièces de la bicyclette et/ou de la tondeuse.
- (5) Aux dommages occasionnés pendant une course de vélos, compétition, à un vélo d'emprunt ou de location.
- (6) A l'usure normale, amortissement et pannes quelle qu'elles soient.
- (7) Aux tondeuses avec chauffeur.
- (8) Aux bicyclettes et/ou tondeuses à gazon n'appartenant pas à l'assuré ou à un membre de sa famille.
- (9) Aux actes malveillants perpétrés contre la bicyclette et/ou la tondeuse à gazon par l'assuré ou des membres de sa famille ou une personne vivant dans l'appartement avec l'autorisation ou l'accord de l'assuré.

c. Montant de l'indemnisation

Le montant maximal de l'indemnisation à payer par l'assureur au titre de la présente couverture **ne devra pas dépasser 3000 shekels** pour tous les sinistres pendant la période de l'assurance **sauf mention contraire dans les spécifications.**

9. Elargissement à une assurance mobilier et matériel de jardin.

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

- a. **La police** est élargie pour couvrir les dommages occasionnés au mobilier et au matériel de jardin mobile de l'assuré se trouvant sur la terrasse ou dans la cour de l'assuré en dehors de l'appartement contre **les risques d'incendie, d'éclairs et d'explosion uniquement.**
- b. Le montant maximal devant être acquitté par l'assureur au titre du présent élargissement **ne devra pas dépasser 5% du montant de l'assurance contenu, chapitre 3 sauf mention contraire dans les spécifications.**

10. Elargissement aux frais de reconstitution de documents

- a. **Si cela est expressément indiqué dans les spécifications,** la police sera élargie pour couvrir les frais raisonnables et impératifs inhérents aux sinistres couverts par le chapitre 3 de la présente police d'assurance.
- b. Le montant maximal devant être acquitté par l'assureur au titre du présent élargissement ne devra pas dépasser **2% du montant de l'assurance** contenu, chapitre 3 ou 7500 shekels sauf mention contraire dans les spécifications selon la moins élevée de ces deux options.

11. Elargissement à une assurance tous risques bijoux et objets de valeur

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

a. Sinistre

- (1) Perte ou dommage physique occasionné à des **bijoux ou objets de valeur** appartenant à **l'assuré** ou à **un membre de sa famille** se trouvant dans **l'appartement** ou temporairement en dehors de l'appartement, dans la **zone géographique**.

Pour les besoins de la présente couverture, par " bijoux et objets de valeur " on entendra les objets entrant dans l'une des catégories suivantes dont le délai figure dans les spécifications :

- (a) Bijoux, objets en or et montres appartenant à l'assuré.
- (b) Collections de timbres, pièces de monnaie et médailles appartenant à l'assuré.
- (c) Tableaux, tapis et œuvres d'art appartenant à l'assuré.
- (d) Fourrures
- (e) Appareils photos, caméras vidéo et DVD, ordinateurs portables.
- (f) Instruments de musique.

Pour les besoins du présent élargissement, par " **dommage physique** " on entendra tout dommage tangible occasionné aux biens de l'assuré. **Afin de lever tout doute, précisons ici que les dommages corporels n'incluent ni la perte de valeur ni l'impossibilité d'utiliser le bien, quel que soit le motif de cette impossibilité.**

- (2) Si un élargissement de la présente couverture a été contracté ainsi que stipulé à l'article 12 de ce chapitre, **sous réserve de ses dispositions** et à condition que ce soit stipulé dans les spécifications, les événements couverts par l'assurance comprendront également la perte ou les dommages sus visés survenus hors de la **zone géographique**.

b. Montant de l'assurance

La responsabilité de l'assureur pour chacune des catégories visées dans la définition « bijoux et objets de valeur » ci-dessus sera engagée en fonction de l'estimation détaillée d'un expert ou du justificatif d'achat de l'élément assuré établi et transmis à l'assuré avant le sinistre.

Si l'estimation ou le justificatif n'a pas été transmis comme mentionné, la responsabilité de l'assureur au regard des éléments du présent élargissement ne dépassera pas 2% du montant de l'assurance contenu. La responsabilité de l'assureur pour la totalité des éléments endommagés lors d'un sinistre ne dépassera pas 10% du montant de **l'assurance contenu**.

- c. Biens non couverts par le présent élargissement**
- (1) Les biens desservant l'entreprise ou la profession de l'assuré.**
 - (2) L'or, l'argent ou les autres métaux précieux servant de matière première, idem pour les pierres précieuses et semi-précieuses non montées en bijoux.**
 - (3) Les instruments de musique des salles de spectacle y compris les discothèques et clubs.**
 - (4) La perte ou les dommages occasionnés au contenu d'un coffre à la banque.**

d. Exclusions

Le présent élargissement ne s'appliquera pas :

- (1) Aux éléments visés à l'alinéa b de la définition des " bijoux et objets de valeur " (collections de timbre, pièces de monnaie et médaille) et à l'alinéa c de ladite définition (tableaux, tapis et oeuvres d'art) lorsqu'ils se trouvent en dehors de l'appartement assuré sauf mention contraire dans les spécifications. Afin de lever tout doute, le reste des éléments visés seront assurés lorsqu'ils se trouvent dans l'appartement ou temporairement à l'extérieur de l'appartement, dans la zone géographique.**
- (2) Aux pertes ou dommages imputables à des mites, autres insectes, vers, à une dégradation progressive, à l'humidité, à la rouille, à la corrosion, à des facteurs atmosphériques ou climatiques ayant un impact progressif.**
- (3) Aux pertes ou dommages imputables à l'usure et à l'amortissement.**
- (4) Aux pertes ou dommages imputables à un abus de confiance, une escroquerie, un manque de droiture, une fraude.**
- (5) Au relâchement d'une bride, d'un support ou d'une assise.**
- (6) Aux pertes ou dommages imputables à une panne mécanique, électronique ou électrique.**
- (7) Aux pertes ou dommages imputables ou consécutifs à des travaux de nettoyages, rénovation ou peinture.**
- (8) Aux pertes ou dommages imputables à une dilatation trop importante d'un ressort ou d'une pièce interne d'une montre.**
- (9) Aux pannes mécaniques quelles qu'elles soient.**
- (10) A une cassure ou un dommage affectant le mécanisme et/ou le verre d'une montre ou son revêtement.**
- (11) A des pannes en tous genres et arrêt de fonctionnement des appareils photo, caméras, instruments de musique hormis les dommages directement occasionnés par la**

foudre.

- (12) **Aux dommages occasionnés aux lentilles d'appareil photo si l'appareil lui-même ou l'accessoire tout entier n'est pas endommagé.**
- (13) **Aux pertes ou dommages occasionnés aux biens pendant leur séjour dans un véhicule en stationnement sans occupant et/ou aux dommages occasionnés aux biens pendant leur transport ou transfert.**
- (14) **Aux dommages occasionnés aux cordes, éraflures, coups, atteintes ou aplatissement d'instruments de musique.**
- (15) **Aux pertes et dommages occasionnés aux biens alors qu'ils n'étaient pas en la possession de l'assuré**
- (16) **Aux pertes ou dommages occasionnés aux biens lorsque l'appartement est inoccupé.**
- (17) **Aux vols ou malversations perpétrés par un sous-locataire de l'assuré ou par l'un des membres de la famille ou un employé de maison dudit sous-locataire.**
- (18) **Aux pertes ou dommages occasionnés en dehors des limites de la zone géographique sauf si un élargissement en vertu de l'article 12 ci-après a été contracté et que cela est mentionné dans les spécifications.**

e. Indemnisation

- (1) L'indemnisation pour les pertes ou dommages occasionnés aux bijoux, objets en or, oeuvres d'art, timbres, pièces de monnaie et médailles si l'objet perdu fait partie d'un service, d'une série ou d'une paire d'objets **sera limitée à la valeur calculée au prorata de l'objet perdu ou endommagé dudit service ou de ladite paire.**
- (2) L'indemnisation en cas de sinistre concernant des timbres, pièces, médailles et instruments de musique se fera en fonction de l'estimation de l'expert effectuée avant le sinistre et jointe à la police, et en l'absence d'une telle estimation selon le prix de marché de l'objet.
- (3) L'indemnisation pour appareils photo et caméras sera calculée comme suit :
 - (a) Pour les appareils photo et caméras qui lors du **sinistre** ont 5 ans ou moins - l'indemnisation sera calculée en fonction de la **valeur à neuf** ou **valeur d'usage**, conformément à ce que l'assuré aura choisi pour la couverture du contenu au titre du chapitre 2 de la présente police d'assurance.
 - (b) Pour les appareils photo et caméras de plus de 5 ans à la date du **sinistre** l'indemnisation sera calculée en fonction de la **valeur d'usage**.

- (4) L'indemnisation pour les ordinateurs portables et tablettes :
- (a) Pour les ordinateurs portable et tablettes qui lors du **sinistre** ont 3 ans ou moins - l'indemnisation sera calculée en fonction de la **valeur à neuf** ou **valeur d'usage**, conformément à ce que l'assuré aura choisi pour la couverture du contenu au titre du chapitre 2 de la présente police d'assurance.
 - (b) Pour les ordinateurs portable et tablettes de plus de 3 ans à la date du **sinistre** l'indemnisation sera calculée en fonction de la **valeur d'usage**.

Pour les besoins du présent article par **valeur d'usage** on entendra la valeur réelle du bien à la date du sinistre tenant compte de l'usure et de l'amortissement, sous réserve des dispositions de la présente police d'assurance.

12. Elargissement à une assurance tous risques objets de valeur hors de la zone géographique

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

Si un élargissement de la présente couverture en application de l'article 11 a été contracté et que cela figure dans les **spécifications**, la couverture sera élargie et comprendra également la perte ou les dommages encourus par les **bijoux et objets de valeur** appartenant à **l'assuré** ou aux **membres de sa famille** lorsqu'ils se trouvent temporairement en dehors de la **zone géographique, à condition que l'assuré les porte sur lui ou les dépose dans un coffre ou dans un autre lieu sécurisé pendant le séjour de ces objets en dehors de la zone géographique.**

13. Elargissement à une assurance couvrant une activité professionnelle dans l'appartement

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

- a. **Si cela est expressément indiqué dans les spécifications, si une couverture en application du chapitre 3 et/ou 4 a et/ou 4b a été contractée, ladite couverture sera élargie comme suit en fonction des couvertures contractées :**
 - (1) La couverture en application du chapitre 3 de **la police**, sera élargie pour couvrir également les pertes ou dommages, **hormis les vols**, occasionnés au contenu professionnel de l'appartement pendant **la période de l'assurance**.
 - (2) L'exclusion 4(c) du chapitre 4 a sera réduite et la couverture en application du chapitre 4 a de **la police** d'assurance sera élargie pour couvrir également la responsabilité civile en cas de sinistre survenu dans l'appartement et concernant **un**

employé de l'assuré ne faisant pas partie des employés de maison mais employé par l'assuré dans le cadre de son activité professionnelle dans l'appartement.

- (3) La couverture en application du chapitre 4b de **la police** sera élargie pour couvrir également la responsabilité légale de **l'assuré** au titre des sinistres survenus dans l'appartement et concernant un seul employé sauf mention contraire dans les spécifications, qu'il emploie dans le cadre de son **activité professionnelle** dans **l'appartement**, en tant qu'employé de bureau, assistant et/ou pour le nettoyage. **Le reste des conditions de couverture en vertu desdits chapitres s'ils ont été contractés continueront de s'appliquer.**

b. Définitions

- (1) **Activité professionnelle** - activité professionnelle de **l'assuré** se déroulant dans un appartement à vocation résidentielle assuré en vertu de la présente **police** ainsi que défini dans les spécifications, à condition que **l'assuré** habite l'appartement.
- (2) **Contenu professionnel** – ainsi que **stipulé dans les spécifications**, contenu desservant l'entreprise de **l'assuré** y compris le matériel médical, le mobilier, le matériel et matériel électronique fixe et tel qu'un ordinateur fixe, du matériel de bureau, un scanner, un fax, une imprimante et une photocopieuse, **hormis les stocks commerciaux.**

c. Montant de l'assurance et limitations de responsabilité

- (1) L'élargissement en application de l'alinéa a (1) n'augmente en rien le montant de l'assurance contenu sauf mention contraire dans les spécifications.
- (2) La responsabilité de l'assureur pour la couverture de l'élargissement en vertu de l'alinéa a (2) ci-dessus est limitée à un montant de 500 000 shekels sauf mention contraire dans les spécifications, au titre dudit élargissement.
- (3) La responsabilité de l'assureur pour la couverture de l'élargissement en vertu de l'alinéa a (3) ci-dessus est limitée à un montant de 500 000 shekels sauf mention contraire dans les spécifications, au titre dudit élargissement.

14. Elargissement à une assurance couvrant des objets se trouvant à l'extérieur de l'appartement

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

- (1) La couverture en application du chapitre 3 de la police sera élargie pour couvrir les pertes ou dommages physiques **accidentels** ou **vols** concernant des chapeaux de type Streimel, Spodik, des perruques pour femmes, des taliths et tefilim appartenant

à **l'assuré** et aux **membres de sa famille** se trouvant à l'extérieur de **l'appartement**, dans la **zone géographique** conformément aux dispositions dudit chapitre 3.

Pour les besoins du présent élargissement, par "**dommage physique**" on entendra tout dommage tangible occasionné aux biens de l'assuré. **Afin de lever tout doute, précisons ici que les dommages corporels n'incluent ni la perte de valeur ni l'impossibilité d'utiliser le bien quel que soit le motif de cette impossibilité.**

- (2) **Sauf mention contraire dans les spécifications**, l'indemnisation au titre du présent article est **limitée à 2% du montant de l'assurance contenu et ne devra pas dépasser 2000 shekels par objet et sinistre** déduction faite de l'usure et sous réserve de la franchise mentionnée dans les spécifications.

15. Assurance du contenu d'un coffre à la banque ou dans une salle des coffres dédiée

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

a. Sinistre

Perte ou dommage physique accidentel frappant les biens de l'assuré alors qu'ils se trouvaient dans un coffre de banque ou dans une salle des coffres dédiée verrouillé(e) dans la **zone géographique**, pendant **la période d'assurance**.

Définitions

Pour les besoins de la présente couverture par "**biens assurés**" on entendra – le contenu du coffre inscrit au nom de **l'assuré** auprès de la banque ou dans une salle des coffres dédiée mentionnée dans les **spécifications** et notamment les **objets de valeur** décrits et dont la valeur est indiquée dans l'estimation, les titres, actions, obligations, reconnaissances de dette et documents de valeur, numéraire, bons d'achat, chèques et effets.

Pour les besoins du présent élargissement, par "**dommage physique**" on entendra tout dommage tangible occasionné aux biens de l'assuré. **Afin de lever tout doute, précisons ici que les dommages corporels n'incluent ni la perte de valeur ni l'impossibilité d'utiliser le bien quel que soit le motif de cette impossibilité.**

b. Exclusions

L'assureur n'indemniser pas l'assuré pour :

- (1) **Les bris, l'usure, l'amortissement, la détérioration suite à la non utilisation, la présence de mites, d'insectes, vers, rongeurs, poux, humidité, moisissure, rouille, usure progressive, facteurs atmosphériques**

- ou climatiques ayant un impact progressif.
- (2) Les vols perpétrés en utilisant une clé (ou un double) du coffre décrit dans les spécifications sauf si la clé a été obtenue sous la menace ou par la violence ou par fraude ou vol.
- (3) La disparition mystérieuse et inexpliquée des biens assurés ou une perte non imputable à un dommage physique accidentel.
- (4) La valeur des informations stockées dans les documents, plans, programmes, films, enregistrements et photos et tout dommage découlant de ladite perte de valeur.
- (5) Les dommages indirects occasionnés à l'assuré aux membres de sa famille ou au bénéficiaire suite à un sinistre y compris le changement de taux des titres boursiers ou les fluctuations du taux d'une devise.
- (6) Les dommages occasionnés aux stocks et/ou aux matières premières desservant l'entreprise de l'assuré.
- (7) Les défauts découlant de la nature des biens de l'assuré.
- (8) Un dommage résultant d'un tremblement de terre à moins qu'un élargissement de la police ait été acheté.

c. Montant de l'assurance

L'indemnisation au titre du présent élargissement ne dépassera pas le montant de l'assurance indiqué dans les spécifications au titre du présent élargissement.

d. Non application d'une assurance partielle

L'article 60 de la loi des contrats d'assurance ne s'appliquera pas au présent chapitre.

16. Élargissement à une assurance de l'installation photovoltaïque domestique pour production d'électricité (ci-après installation PV)

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

- a. Moyennant le versement d'un supplément de cotisation ainsi qu'indiqué dans les spécifications et **sous réserve des conditions de couverture détaillées ci-après**, le chapitre 1 de l'assurance des murs de l'appartement est élargi pour couvrir également les bris accidentels et/ou les dommages occasionnés aux installations PV domestiques installées et rattachées de manière permanente au toit de l'immeuble assuré contre les risques détaillés au chapitre 1 article 1 de la **police à l'exception du risque de vol (sans signes d'effractions)**.

Pour les besoins du présent élargissement les bris couverts se limitent à l'incapacité du PV de fournir une énergie

- quelconque à la compagnie d'électricité israélienne.**
- b. Le montant de l'assurance de l'installation PV est tel qu'il est indiqué dans les spécifications.
- c. **Exclusions**
- (1) **Toutes les exclusions de couverture s'appliquant au chapitre 1 assurance habitation s'appliqueront également au présent élargissement.**
- (2) **La couverture du présent élargissement n'inclut pas :**
- (a) **Les dommages indirects**
- (b) **Les dommages directement ou indirectement imputables à :**
- 1) **L'effondrement progressif du sol de l'immeuble dans lequel se trouve l'appartement ou de l'infrastructure de l'immeuble.**
- 2) **Les dommages occasionnés suite à des travaux de réparation ou de réfection des biens de l'assuré.**
- 3) **Le relâchement du raccordement de l'installation à l'immeuble.**

17. Elargissement de l'assurance bris de verre pour les objets du contenu

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

a. Sinistre

Perte ou dommage découlant d'un bris accidentel de miroirs, plaques de verre servant de tables ou incorporées dans les meubles, aquariums, faisant partie intégrante du contenu assuré alors qu'ils se trouvaient dans l'appartement assuré.

b. Définitions

"Bris" : traversant toute l'épaisseur du verre.

c. Montant de l'assurance

- (1) L'indemnisation, **assemblage et installation compris du bien perdu ou endommagé**, ne dépassera pas le montant de l'assurance pour cette couverture.
- (2) Le montant maximum que **l'assureur** versera comme indemnité conformément à cette couverture ne dépassera pas un taux maximum de 2% du montant de l'assurance du contenu en application du chapitre 3, pour un sinistre, et ne dépassera pas un taux global de 3% du montant de l'assurance du contenu en application du chapitre 3, du total des sinistres pendant la période de validité de la police d'assurance, sauf indication contraire explicite dans les spécifications.
- (3) La responsabilité de l'assureur pour la perte ou le dommage couvert en vertu de cet élargissement est sur

base du dommage initial.

d. Exclusions

La couverture en vertu de cet élargissement ne comprendra pas d'indemnités pour:

- (1) Feux de cuisinière cristallins ou céramiques et verre.**
- (2) Verres des fenêtres, portes et autres cadres, miroirs compris.**
- (3) Perte ou dommages des cadres, incrustations, revêtements, décorations et inscriptions en tous genres.**
- (4) Les dommages aux biens fissurés ou défectueux.**
- (5) Les frais de déménagement ou évacuation.**
- (6) Un sinistre causé par une action malveillante, de l'assuré ou un membre de sa famille ou les personnes résidant dans l'appartement avec leur autorisation, y compris avec leur aide ou leur accord.**
- (7) Un sinistre causé directement dans le cadre d'un processus de réparation ou de restauration.**

18. Elargissement au contenu du débarras.

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

a. Sinistre

Si le présent élargissement a été expressément mentionné dans les spécifications, l'assurance au titre du chapitre 3 est élargie et couvre désormais la perte ou les dommages occasionnés au contenu de l'assuré, alors qu'il se trouvait dans un débarras ou dans un bâtiment annexe, situés hors de la zone géographique de l'appartement, et ne sont pas rattachés à l'appartement de manière permanente, au titre des risques suivants :

- (1) Incendie, éclair, tonnerre, fumée étant un phénomène exceptionnel et non fixe ;
- (2) Explosion ou incendie ;
- (3) Chute d'un engin volant, chute d'objets à partir d'un engin volant, bang supersonique causé par un engin volant ;
- (4) Contact ou collision d'un véhicule dans l'appartement ;
- (5) Actes malveillants, à l'exception de :
 1. Des actes malveillants perpétrés alors que l'appartement était inoccupé
 2. Des actes malveillants perpétrés par l'assuré ou des membres de sa famille ou avec leur consentement ;
 3. Des actes malveillants perpétrés par des personnes vivant dans l'appartement avec la permission ou l'accord de l'assuré ;

- (6) Vol effectué lors d'un cambriolage sauf :
 1. Si l'appartement est inoccupé ;
 2. S'il s'agit d'un contenu desservant une entreprise et que l'appartement n'a pas une vocation purement résidentielle ;
 3. S'ils ont été perpétrés par l'un des membres de la famille de l'assuré ou par une personne vivant dans l'appartement avec la permission ou l'accord de l'assuré.

Pour les besoins de la présente couverture :

1. « Effraction » signifie : vol en entrant dans le débarras fermé à clé, en faisant usage de la force et la violence, en laissant des traces visibles le confirmant, sur le lieu de l'effraction dans le débarras ou à sa sortie.
 2. « Vol » s'entend par sa définition à l'article 413b de la loi du code pénal 5737 – 1977, et ainsi uniquement.
- (7) Rassemblements interdits et troubles de l'ordre public ;

b. Sauf mention contraire dans les spécifications, l'indemnisation en vertu de cet article est limitée à 10% du montant de l'assurance de contenu, et ne dépassera pas 20 000 shekels, par sinistre et par période d'assurance, sous réserve de la franchise mentionnée dans les spécifications.

c. Exclusions

L'assureur ne paiera pas d'indemnisation pour :

- (1) Une perte ou un dommage à du matériel professionnel.
- (2) Une perte ou un dommage causé à de l'argent liquide, de l'équipement électronique et électrique, des bijoux et autres objets de valeur en tous genres.

19. Elargissement à la couverture de réparations du système d'étanchéité sur le toit de l'immeuble de l'appartement causant une infiltration d'humidité – « toit sec »

La couverture n'est valable que si cela est expressément mentionné dans les spécifications

a. Définitions

- (1) Prestataire de service - tel qu'il est défini dans les spécifications.
- (2) Le standard - centrale téléphonique opérée par le prestataire de service, telle que définie dans les spécifications, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, sauf Yom Kippour à partir de 14h la veille de fête et jusqu'à deux heures après la fin du jeun, la veille de Roch Hachana et le Seder de Pessah.
- (3) Jour ouvrable - du dimanche au jeudi hormis les jours de fête ou veilles de fête ou jours fériés en vertu de la loi.
- (4) Indice des prix à la consommation - indice des prix à la consommation publié tous les mois par le département

central des statistiques ou tout autre organisme agréé par l'Etat pour ce faire.

- (5) Indice de base - pour les besoins de cet élargissement, il s'agit de l'indice des prix à la consommation publié à la date du 15.7.15

b. Portée de la couverture

- (1) Sous réserve du paiement de la franchise, et des autres conditions de cet élargissement, l'assuré aura droit à la réparation du système d'étanchéité sur le toit de l'immeuble provoquant une infiltration d'humidité à partir du toit de l'immeuble. La réparation inclut la réparation ou la rénovation de l'étanchéité nécessaire, par les moyens standards uniquement, jusqu'à la disparition complète de l'infiltration d'eau.
- (2) La réparation sera effectuée par le prestataire de service par l'entremise d'artisans expérimentés missionnés à cet effet.
- (3) La réparation n'inclura pas :
 1. Remplacement ou réparation de tuyauterie de quel type que ce soit.
 2. Travaux de construction ou remplacement d'éléments de construction.
 3. Dommages résultant d'un défaut d'étanchéité

c. Exclusions

La couverture n'inclut pas :

- (1) La réparation des défauts d'étanchéité des murs extérieurs (enveloppe), y compris l'infiltration par les portes et fenêtres extérieures causant de l'humidité y compris causée par l'infiltration d'eau de pluie ou d'autres liquides.
- (2) La réparation des défauts d'étanchéité sur les balcons couverts ou découverts de l'appartement.

d. Franchise

- 1) Dans tous les cas de prestation de service en application du présent élargissement, l'assuré devra acquitter une franchise, tel que mentionné dans les spécifications.
- 2) La franchise sera acquittée par l'assuré à l'exécutant, contre une facture ainsi que le prévoit la loi.
- 3) La franchise sera payée pour la réparation de chaque source de dommage séparément, mais pas plus de 3 franchises par sinistre et jusqu'à 5 franchises pendant la période de validité de la police d'assurance.

e. Convocation inutile :

En cas de visite pour un dommage qui n'est pas couvert par cet élargissement, ou si l'assuré a commandé un service inclus dans l'élargissement, mais qu'une réparation n'est pas nécessaire ou si l'assuré a refusé que le représentant du

prestataire de service effectue la réparation, l'assuré paiera les frais de convocation, tel que spécifié dans les spécifications.

f. Mode de recours au service

- (1) Un assuré souhaitant recevoir un service de réparation en vertu de cet élargissement, s'adressera par téléphone à la centrale indiquée dans les spécifications, il précisera ses nom, adresse, numéro de police d'assurance (s'il le connaît) et tout autre détail qui s'avèrera nécessaire pour l'identifier en tant qu'assuré en droit de bénéficier d'un service en application du présent élargissement ainsi que la date à laquelle il a découvert l'existence du dommage causé par le manque d'étanchéité.
- (2) Si l'assuré est en droit de bénéficier du service en vertu du présent élargissement, le prestataire de service fixera la visite d'un de ses représentants dans l'appartement de l'assuré dans les quatre jours ouvrables suivant la date de l'appel. En cas d'urgence, le prestataire de service s'engage à se rendre dans l'appartement au plus tard 24 heures après l'appel de l'assuré. Au cas où les conditions météorologiques ne permettent pas l'exécution du travail, une date alternative sera fixée.

g. Garantie

Une garantie sera fournie par le prestataire pour la prestation de service et / ou la qualité des services uniquement pour les dommages initialement réparés par le prestataire de service et ce, pour une période de 12 mois à compter de la date de la première prestation.

Dans le cadre de la garantie le prestataire refera la réparation sans percevoir de franchise supplémentaire de l'assuré.

20. Elargissement de l'assurance en cas de panne et/ou de rupture des chauffe-eau d'appartement

Cette couverture n'est valable que si elle est expressément mentionnée dans les spécifications.

1. Définitions

Dans cet élargissement, les termes détaillés ci-dessous auront les significations qui apparaissent à côté de chacun :

- 1.1 Prestataire de service – tel qu'il est défini dans les spécifications.
- 1.2 Le standard - standard téléphonique opéré par le prestataire de service, tel que défini dans les spécifications. Le standard est ouvert 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 sauf entre la veille de Yom Kippour (à partir de 14 h) et deux heures après la fin du jeun.

- 1.3 Journée de travail – du dimanche au jeudi hormis les jours de fête ou veilles de fêtes ou jours fériés en vertu de la loi.
- 1.4 L' « appartement » - l'adresse de l'assuré selon la police d'assurance.

2. Portée de la couverture

2.1 Sinistre – panne et/ou rupture du chauffe-eau d'appartement ou de certaines de ses pièces, y compris explosion du chauffe-eau, en conséquence de laquelle le chauffe-eau ne fonctionne pas convenablement, qui ne sont pas exclus dans le cadre de cette police.

A ce sujet, les termes « chauffe-eau d'appartement » signifient, un chauffe-eau électrique et/ou à l'énergie solaire, y compris les collecteurs solaires appartenant à l'appartement.

2.2 Conformément aux dispositions de cet élargissement, à ses conditions et exclusions, l'assureur indemniserà l'assuré, par le biais du prestataire de service, pour le chauffe-eau endommagé dans le cadre du sinistre, de sorte qu'il se retrouve dans une situation semblable à celle d'avant le sinistre, conformément à ce qui suit :

2.3 Le prestataire de service peut, à sa seule discrétion, choisir entre les modes d'indemnisation suivants : paiement de la valeur du dommage ou perte en espèce, réparation du chauffe-eau, ou son remplacement par un chauffe-eau d'un type et d'une qualité semblables ou remplacement de certaines pièces.

2.4 Au cas où le remplacement du chauffe-eau ou du collecteur ou de l'élément chauffant ou le couvercle du chauffe-eau, le prestataire de service dispose du droit de déterminer le type de chauffe-eau ou de collecteur ou d'élément de chauffage ou de couvercle nécessaire, le fabricant et le mode d'installation, à condition que la marque et le mode d'installation soient standard.

2.5 Cet élargissement couvre les sinistres se manifestant durant la période de validité de la couverture selon cet élargissement uniquement.

2.6 Exclusions :

L'indemnisation ne comprendra pas :

2.6.1 Un dommage dû à un acte de malveillance.

2.6.2 La réparation de la tuyauterie et du système électrique sur lequel le chauffe-eau est branché.

2.6.3 La réparation et le remplacement des pompes.

2.6.4 Le coût de l'eau ou tout autre liquide gaspillé(e).

- 2.6.5 Des dommages indirects causés au bâtiment, à un tiers et au contenu.
- 2.6.6 Des dommages causés suite à une catastrophe naturelle, telle que : tempête de grêle, froid, etc.
- 2.6.7 Le service ne sera pas octroyé aux systèmes de chauffe-eau centraux en tous genre : solaires, au gaz ou au mazout, électriques, etc.
- 2.6.8 Le service ne sera pas octroyé si le dommage est survenu dans un appartement inoccupé, à moins qu'une « couverture appartement inoccupé » ait été acquise dans le cadre de la police et conformément aux conditions de couverture.

3. Franchise

- 3.1 Dans tous les cas de prestation de service en application du présent élargissement, l'assuré devra acquitter une franchise d'un montant tel que mentionné dans les spécifications.
- 3.2 **Convocation inutile:** en cas de commande de service qui n'est pas couvert par cet élargissement, ou si l'assuré a commandé un service inclus dans l'élargissement, mais qu'une réparation n'était pas nécessaire ou si l'assuré a refusé que le représentant du prestataire de service effectue la réparation, l'assuré paiera les frais de convocation, tel que spécifié dans les **spécifications**.
- 3.3 **La franchise sera payée par l'assuré à l'exécutant, contre une facture comme stipulé dans la loi.**
- 3.4 Pour chaque visite, une franchise sera facturée.

4. Mode de recours au service

- 4.1 Un assuré souhaitant recevoir un service de réparation conformément à cet élargissement, téléphonera au standard téléphonique tel que défini dans les spécifications, précisera son nom, le numéro de police d'assurance et tout autre détail qui s'avèrera utile pour l'identifier en tant qu'assuré en droit de bénéficier d'un service en application de cet élargissement. Il communiquera également la date à laquelle il a découvert pour la première fois l'existence du dommage occasionné.
- 4.2 Si l'assuré était en droit de bénéficier de ce service en application de cet élargissement, le prestataire de service fixera une visite de l'un de ses représentants dans l'appartement assuré dans les délais détaillés ci-après :
 - 4.2.1 L'appel au standard du prestataire de service a été passé jusqu'à 12h00 du dimanche au jeudi (jours de semaine) : le service débutera la même journée de travail à moins qu'une autre date ait été fixée avec l'assuré.
 - 4.2.2 L'appel au standard du prestataire de service a été

passé après 12h00 du dimanche au jeudi (jours de semaine) : le service débutera la journée de travail suivante à moins qu'une autre date ait été fixée avec l'assuré.

4.2.3 L'appel au standard du prestataire de service a été passé jusqu'à 8h00 le vendredi et les veilles de fête : le service débutera la même journée de travail à moins qu'une autre date ait été fixée avec l'assuré.

4.2.4 L'appel au standard du prestataire de service a été passé après 8h00 le vendredi et les veilles de fête : le service débutera la journée de travail suivante à moins qu'une autre date ait été fixée avec l'assuré.

5. Garantie

5.1 Une garantie sera fournie par le prestataire de service pour le dommage réparé à l'origine par le prestataire de service uniquement d'une durée de 12 (douze) mois à compter de la date de l'octroi des services pour la première fois. Dans le cadre de la garantie, le prestataire de service effectuera une nouvelle réparation en cas de récurrence du dommage sans que l'assuré ne doive acquiescer de nouvelle franchise.

5.2 Pour le remplacement du chauffe-eau ou du collecteur, ou d'une de leurs pièces, le prestataire de service donnera une garantie d'une durée de 3 (trois) ans à compter du jour du remplacement du chauffe-eau, du collecteur ou de la pièce remplacée.

21. Élargissement des services d'urgence

Cette couverture n'est valable que si elle est expressément mentionnée dans les spécifications.

1. Dans cet élargissement, les termes détaillés ci-dessous auront la signification spécifique mentionnée à côté de chacun :

1.1. Assuré – le propriétaire de la police.

1.2 Prestataire de service – tel qu'il est défini dans les spécifications.

1.3 L'appartement – L'adresse de l'assuré telle qu'elle figure dans la police d'assurance.

1.4 Le standard téléphonique – standard téléphonique du prestataire de service, tel que défini dans les spécifications. Le standard est ouvert 7 jours par semaine, 24 heures sur 24 sauf entre la veille de Yom Kippour (à partir de 14h) et deux heures après la fin du jeun, et à l'exception de la veille de Roch Hachana et du Seder de Pessah.

2. Services d'urgence que le bénéficiaire du service sera en droit de recevoir dans le cadre de cet élargissement

comme suit :

- 2.1 Réparations de dysfonctionnements du système des conduites de l'eau chaude et de l'eau froide :
 - 2.1.1 En cas de fuite lorsque le tuyau est extérieur (exposé), il sera effectué une réparation temporaire pour stopper la fuite.
 - 2.1.2 En cas de fuite lorsque le tuyau est dissimulé ou intérieur, et dans la mesure où la réparation ne nécessite pas l'ouverture de murs ou de carrelage, le segment incriminé sera déconnecté du système d'eau de l'appartement.
 - 2.1.3 En cas de fuite d'eau d'un chauffe-eau ou d'installations de chauffage, le chauffe-eau sera déconnecté.
 - 2.1.4 Afin de lever tout doute, le service n'inclut pas la réparation des problèmes intervenant dans les systèmes d'eau froide ou chaude d'installations extérieures ne faisant pas partie du système de plomberie de l'appartement, y compris les différents appareils de lavage (par exemple lave-vaisselle, lave-linge) et/ou de filtration, refroidissement ou réchauffement d'eau potable (comme des bars à eau, réfrigérateurs, machines à café).
 - 2.2 Débouchage du système d'égout ou des conduites d'eaux usées à l'aide d'un "ressort" :
 - 2.2.1 Si le système d'égouts ou d'eaux usées est bouché, on tentera de le déboucher dans l'appartement lui-même.
 - 2.2.2 Le service n'inclut pas le débouchage des conduites communes et dans les bassins d'égouts.
 - 2.2.3 Quoi qu'il en soit, la réparation se limitera à une tentative de débouchage au moyen d'un ressort manuel uniquement, si cela est possible.
 - 2.3 Traitement de problèmes frappant le système électrique
 - 2.3.1 Le service comprend le traitement de problèmes entraînant un court-circuit général dans l'appartement. La localisation de la source du problème, son isolation et la remise en marche du système électrique.
 - 2.3.2 Le service n'inclut pas des réparations qui incombent à la Compagnie d'Électricité.
- ### **3. Garantie**
- 3.1 La réparation initiale du dommage par le prestataire de service et elle seule sera garantie au titre de la prestation du service ou de la qualité du service et ce, pour une période de 12 mois à partir de la date de la première prestation du service.

3.2 Dans le cadre de cette garantie le prestataire sera tenu d'effectuer la réparation d'un dommage récurrent sans percevoir de franchise supplémentaire de la part de l'assuré.

4. Annulation de l'élargissement

4.1 En cas de changement d'adresse du bien immobilier, la couverture s'appliquera au nouvel appartement, à tout moment au cours de la période de validité de l'assurance.

4.2 Les déclarations et les obligations de l'assuré en vertu de cet élargissement, et les droits et obligations du prestataire de service en ce qui concerne l'appartement assuré, s'appliqueront au nouvel appartement.

4.3 Il est précisé, que l'élargissement fait partie des frais d'assurance en vertu de la police dans le cadre de laquelle l'élargissement a été acheté. Conformément, en cas d'application de la police, l'assuré n'aura pas le droit à un remboursement de la prime, y compris en ce qui concerne les frais d'élargissement pour cette couverture.

5. Les dispositions de la police d'assurance en ce qui concerne l'annulation s'appliqueront également à cet élargissement.

6. Responsabilité de la société d'assurance

La société d'assurance sera responsable du service octroyé en vertu de cet élargissement.

7. Généralités

7.1 Si l'assuré a besoin de services d'urgence ainsi que visé dans le présent élargissement, il s'adressera par téléphone à la centrale du prestataire de service tel qu'il est défini dans les spécifications, en précisant ses nom, adresse, numéro de sa police d'assurance s'il le connaît, et numéro de carte d'identité et décrira le problème de manière aussi détaillée et exacte que possible.

7.2 Les services seront fournis 24 heures sur 24 tous les jours de l'année sauf entre la veille de Yom Kippour (à partir de 14h) et deux heures après la fin du jeun.

7.3 Les services seront fournis par des professionnels chevronnés, qui seront envoyés pour la prestation du service ;

7.4 Le service sera fourni sur le territoire de l'Etat d'Israël selon une répartition géographique adéquate ou dans la 'zone' telle que définie dans la loi relative à l'amendement et la prolongation de situations d'urgence (Judée et Samarie – Jugement des infractions et assistance juridique) 5767 – 2007.

7.5 Si le prestataire est dans l'incapacité de fournir le service, le

bénéficiaire du service sera adressé à un prestataire privé, financé par le prestataire du service. Afin de lever tout doute, dans tous les cas c'est la centrale qui se chargera de cet « aiguillage » et le coordonnera.

- 7.6. Si le service nécessite le remplacement de pièces de rechange, le bénéficiaire du service sera devra acquitter ces pièces au tarif 'Pièces de rechange et travail' de Levi Itzhak.

8. Franchise

- 8.1. En cas de prestation de services en application du présent élargissement, le bénéficiaire du service paiera une franchise, telle que définie dans les spécifications.
- 8.2 Convocation inutile : En cas de commande de service qui n'est pas couvert par cet élargissement, ou si l'assuré a commandé un service inclus dans l'élargissement, mais qu'une réparation n'était pas nécessaire ou si l'assuré a refusé que le représentant du prestataire de service effectue la réparation, l'assuré paiera les frais de convocation, tel que spécifié dans les spécifications.

22. Elargissement du service « Complément tuyauterie »

Cette couverture n'est valable que si elle est expressément mentionnée dans les spécifications

1. Définitions

Dans cet élargissement, les termes détaillés ci-dessous auront les significations qui apparaissent à côté de chacun :

- 1.1 L'assuré – toute personne inscrite comme assuré ou considérée comme assuré conformément aux dispositions de la police.
- 1.2 Prestataire de service – tel qu'il est défini dans les spécifications.
- 1.3 Le standard - Centrale téléphonique opérée par le prestataire de service, tel que défini dans les spécifications. Le standard est ouvert 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 sauf entre la veille de Yom Kippour (à partir de 14 h) et deux heures après la fin du jeun, et à l'exception de la veille de Roch Hachana et du Seder de Pessah.
- 1.4 Journée de travail – du dimanche au jeudi hormis les jours de fête ou veilles de fête ou jours fériés en vertu de la loi.
- 1.5 Tarif convenu – le tarif des appartements et rénovations de « Levi Itzhak » actualisé à la date où le dommage s'est produit.

2. Les Services

Sous réserve du paiement de la franchise, de la limite de la garantie et des autres conditions de cet élargissement détaillées

ci-dessous, l'assuré aura droit selon cet élargissement aux services détaillés ci-dessous :

2.1 Réparation des dégâts des eaux causés à l'appartement de l'assuré tel qu'il est défini dans la police d'assurance, suite à une infiltration d'eau, ou autres liquides imputable à un défaut ou absence d'étanchéité dans l'appartement y compris sans toutefois s'y limiter

- a. Humidité dans les salles de bains et de toilettes, étanchéité autour de la baignoire, lavabos, bidet etc.
- b. Humidité dans les cuisines, infiltration d'eau par des sols en marbre des cuisines, ou dans des placards etc.
- c. Problèmes d'étanchéité dans le carrelage - pose de joint.
Afin de lever tout doute, précisons que cet élargissement est un service complémentaire et redondant en sus de la couverture prévue par l'article 3 du chapitre 1 de la police d'assurance et qu'il ne remplace pas ladite couverture.

2.2 La réparation inclura :

- a. Réparation ou renouvellement de l'étanchéité nécessaire par utilisation de matériaux et méthodes d'étanchéité habituels sur le marché pour ce faire, jusqu'à l'arrêt total de la pénétration d'eau.
- b. Réparation des dommages collatéraux causés à l'appartement de l'assuré ou aux appartements adjacents comme suite à un défaut ou à une absence d'étanchéité en utilisant des matériaux et méthodes d'étanchéité répandus sur le marché pour ce faire.
- c. L'assureur aura toute latitude pour décider s'il répare les dommages concrètement où s'il indemnise financièrement l'assuré pour les dommages causés, selon le coût de la réparation en accord avec le tarif convenu.

2.3 Limite de garantie

La totalité des services pour un même sinistre n'excédera pas la somme de 18.000 NIS (dix-huit mille NIS) selon le tarif convenu.

2.4 Les services n'incluront pas :

- a. La réparation, remplacement ou indemnisation pour un dommage aux sanitaires eux-mêmes, y compris lavabos, bidets, baignoires, douches etc.
- b. La réparation, remplacement ou indemnisation pour un dommage au carrelage, céramique, mosaïque en marbre et (1) plans de travail en marbre (y compris à la cuisine).

2.5 Limites de la couverture :

Cet élargissement ne s'appliquera pas :

- a. Aux problèmes d'humidité provenant de l'imprégnation d'eau de pluie ou autre dans les murs extérieurs (l'enveloppe) et des plafonds de l'appartement assuré y compris l'humidité par des fenêtres et des portes extérieures et des balcons couverts ou découverts.
 - b. Aux dommages survenant dans un appartement inoccupé, sauf si un élargissement été contracté et mentionné dans les spécifications concernant un appartement inoccupé. A cet égard, le terme d'appartement inoccupé a le sens qui lui est donné par la police d'assurance.
 - c. Si le dommage s'est produit avant l'entrée en vigueur de cet élargissement ;
 - d. Aux dommages causés au contenu de l'appartement.
- 2.6 Les services seront fournis par le prestataire de services tel que défini dans les spécifications via des artisans expérimentés.

3. Franchise qui incombe à l'assuré

- 3.1 Pour les prestations de service en vertu du présent élargissement, l'assuré paiera une franchise comme suit :
- a. Pour la rénovation ou la réparation de l'étanchéité, jusqu'à l'arrêt de l'infiltration l'eau, et la réparation du foyer d'humidité hors chaulage et travaux de peinture, il y aura une franchise, tel que mentionné dans les spécifications.
 - b. Si en plus de ce que prévoit l'article 3.1 (a) il est procédé à la réparation du bâtiment ou à des lieux adjacents audit bâtiment, chaulage et peinture inclus, il y aura une franchise, tel que mentionné dans les spécifications.
- 3.2 Si le coût de la réparation selon le tarif convenu est inférieur à la franchise, l'assuré paiera le moins élevé de ces deux montants. Dans tous les cas le paiement l'assureur ne devra pas dépasser le prix du service selon le tarif convenu.
- 3.3 L'exécutant du service s'engage à tenir l'assuré informé du coût de la réparation / de la franchise avant la prestation du service, et devra lui faire signer un formulaire d'autorisation de réalisation des travaux d'étanchéité. A défaut de signature dudit formulaire, la réparation ne se fera pas et l'assuré devra payer le prix de la convocation inutile d'un artisan comme il est détaillé dans l'article 3.4. ci-dessous.
- 3.4 La franchise sera payée par l'assuré à l'exécutant ou à

l'assureur, contre une facture comme stipulé dans la loi.

- 3.5 Les sommes mentionnées incluent la TVA.
- 3.6 La franchise sera payée pour la réparation de chaque source de dommage séparément.
- 3.7 L'assuré ne pourra prétendre à aucun remboursement de la part de l'assureur s'il choisit de faire effectuer un service concerné par cet élargissement autrement que par le prestataire de service.
- 3.8 Convocation inutile : pour une visite d'un représentant du prestataire de service à l'appartement de l'assuré, si au terme de la vérification effectuée lors de la visite l'assuré n'a pas recouru à lui pour la prestation, ou bien si d'après les résultats de ladite vérification le dommage n'est pas couvert par cet élargissement, l'assuré paiera au prestataire de service les frais de convocation, tel que mentionné dans les spécificités.

4. Mode de recours au service

- 4.1 Si l'assuré a besoin d'un service, il s'adressera par téléphone à la centrale indiquée dans les spécifications, il précisera son nom, adresse, numéro de police d'assurance et tout autre détail qui s'avèrera nécessaire pour l'identifier en tant qu'assuré en droit de bénéficiaire d'un service en application de la présente charte.
- 4.2 L'exécutant du service s'engage à coordonner la visite de son représentant dans l'appartement de l'assuré dans les trois jours ouvrables suivant la date de l'appel.

5. Garantie

- 5.1 Une garantie sera fournie par le prestataire pour la prestation de service et / ou la qualité des services uniquement pour les dommages initialement réparés par le prestataire de service et ce, pour une période de 12 mois à compter de la date de la première prestation.
- 5.2 Dans le cadre de la garantie le prestataire refusera la réparation sans percevoir de franchise supplémentaire de l'assuré.

6. Généralités

- 6.1 L'assuré informera la centrale du dommage causé par un défaut ou une absence d'étanchéité dès qu'il en découvrira l'existence.
- 6.2 Le service sera fourni sur le territoire de l'Etat d'Israël selon une répartition géographique adéquate ou dans la 'zone' telle que définie dans la loi relative à l'amendement et la prolongation de situations d'urgence (Judée et Samarie

– Jugement des infractions et assistance juridique) 5767 – 2007.

7. Validité de l'élargissement

- 7.1 Cet élargissement sera valable pendant toute la durée de validité de la police d'assurance, sauf si cet élargissement a été annulé par l'assuré.
- 7.2 Quand la police d'assurance devient caduque, y compris si elle est annulée par l'assuré ou la compagnie, l'élargissement devient caduque lui aussi, sans que l'assuré n'ait à en notifier l'assuré.
- 7.3 Nonobstant ce que stipule l'article 7.1. L'assuré aura droit au service si toutefois il a prouvé que le dommage s'est produit avant que la police d'assurance ne soit devenue caduque.

8. Annulation de l'élargissement

- 8.1 En cas de changement d'adresse du bien immobilier, la couverture s'appliquera au nouvel appartement, à tout moment au cours de la période de validité de l'assurance.
 - 8.2 Les déclarations et les obligations de l'assuré en vertu de cet élargissement, et les droits et obligations du prestataire de service en ce qui concerne l'appartement assuré, s'appliqueront au nouvel appartement.
 - 8.3 Il est précisé, que l'élargissement fait partie des frais d'assurance en vertu de la police dans le cadre de laquelle l'élargissement a été acquis. Conformément, en cas d'application de la police, l'assureur n'aura pas le droit à un remboursement de la prime, y compris en ce qui concerne les frais pour cet élargissement.
9. Les dispositions de la police d'assurance en ce qui concerne l'annulation s'appliqueront également à cet élargissement.
 10. Responsabilité de la société d'assurance La société d'assurance sera responsable du service octroyé en vertu de cet élargissement.

11. Compétence juridique et la loi applicable

En cas de litige entre l'assuré et le prestataire de service et / ou la compagnie, seul le tribunal israélien sera compétent et seulement selon la loi israélienne.

Chapitre 6 – Clauses générales s'appliquant à tous les chapitres de la police

1. Modes d'indemnisation

L'assureur pourra, à sa discrétion choisir un ou plusieurs des modes d'indemnisation suivants :

- a. Le paiement de la valeur de la perte ou du dommage en liquide ;
- b. La réparation de l'appartement ou du contenu perdu ou abimé et sa remise dans un état semblable à celui dans lequel il se trouvait avant le sinistre ou le dommage ;
- c. Le remplacement du contenu ou de parties du même ou le remplacement de parties de l'appartement par des éléments du même ordre et de même qualité que ceux qui ont été perdus ou endommagés et en ce qui concerne les bijoux, sous réserve de l'accord de l'assuré et à condition qu'il soit possible de les identifier et de les remplacer par des bijoux identiques.

2. Indexation des montants de l'assurance

- a. Les montants de l'assurance fixés dans la présente police varieront en fonction des fluctuations du taux de l'indice des prix au consommateur publié par l'institut central de statistiques (ci-après " l'indice") : entre le dernier indice publié avant le début de la période d'assurance et le dernier indice publié avant le sinistre, hormis les montants d'assurance du chapitre 1 qui varieront en fonction des fluctuations de l'indice des prix de construction de logements publié par le bureau central des statistiques (ci-après l'indice de construction) entre le dernier indice publié avant le début de la période d'assurance et le dernier indice de construction publié avant le sinistre.
- b. Si pendant la période de l'assurance les montants de l'assurance augmentent à la demande de l'assuré et ce, sans qu'il y ait eu d'indexation à l'indice ou à l'indice de construction, ladite augmentation sera considérée comme un montant de base supplémentaire auquel s'appliqueront les conditions d'indexation détaillées ci-dessus et la base de l'augmentation sera le dernier indice ou l'indice de construction, selon les cas publié avant la date d'entrée en vigueur de l'augmentation.

3. Indexation et intérêts sur les indemnisations

- a. L'indemnisation due à l'assuré en cas de sinistre variera en fonction des fluctuations de l'indice entre le dernier indice publié avant le sinistre et le dernier indice publié avant le paiement à l'assuré, hormis les indemnisations en vertu du chapitre 1 qui seront soumises aux fluctuations de l'indice de construction entre le dernier indice publié avant le sinistre et le dernier indice de

- construction publié avant le paiement à l'assuré.
- b. L'indemnisation sera majorée d'intérêts au taux fixé sur la base de la définition " différences d'indexation et intérêts " de l'article 1 de la loi de détermination des intérêts et de indexation de 1961 (ci-après " la loi de détermination des intérêts ") à expiration d'une période de 30 jours à compter du dépôt de la demande d'indemnisation en vertu de la présente police, la présente disposition ne retire rien à l'autorité du tribunal en vertu de ladite loi.

4. Valeur à neuf

- a. En cas de sinistre de l'appartement ou de son contenu, l'indemnisation sera effectuée en fonction de la valeur à neuf de l'appartement ou du contenu, sauf si l'assuré a renoncé à cette couverture et que cela a été consigné par l'assureur dans les spécifications de la police. A cet effet, par " à neuf " on entendra - la reconstruction, la réparation ou le remplacement par des biens neufs du même type, et de la même qualité que les biens perdus ou endommagés.
- b. L'indemnisation selon la valeur à neuf suite à un sinistre est conditionnelle de la reconstruction par l'assuré ou de la réparation ou du remplacement des biens perdus ou endommagés et ce, sans changer de qualité ou de type de bien en comparaison avec les biens perdus ou endommagés ; en l'absence de reconstruction, réparation ou remplacement desdits biens perdus ou endommagés, l'indemnisation sera effectuée en fonction de la valeur d'usage.
- c. Si un montant d'assurance séparé a été fixé pour l'un des éléments du contenu, l'indemnisation versée en cas de perte ou de dommage occasionné audit élément ne devra pas dépasser le montant fixé dans les spécifications.
- d. Si aucun montant d'assurance distinct n'a été fixé pour un élément de contenu mais que les spécifications prévoient que l'indemnisation à verser en cas de perte ou de dommage dudit élément doit être acquittée en fonction de la valeur à neuf, l'indemnisation pour cet élément se fera en fonction de la valeur à neuf.
- e. En cas de perte ou de dommage frappant uniquement des vêtements, l'indemnisation ne se fera pas sur la base de la valeur à neuf.
- f. L'indemnisation en vertu du présent article sera acquittée en fonction de la valeur des biens à neuf à la date du remplacement ou selon la valeur à neuf à la date du paiement de l'indemnisation selon ce qui interviendra en premier.
- g. Il convient de commencer le processus de remplacement dans des délais raisonnables après la perte ou le dommage, quoi qu'il en soit le processus de remplacement concernant l'appartement

devra s'achever dans les 12 mois suivant la date du sinistre et pour le contenu dans les 90 jours suivant la date du sinistre ; s'il est impossible d'achever le processus de remplacement dans les délais visés pour des raisons indépendantes de la volonté de l'assuré, la période d'exécution du remplacement sera prolongée en coordination entre l'assuré et l'assureur.

- h. La responsabilité de l'assureur en vertu du présent article ne dépassera pas le montant de l'assurance indiqué dans les spécifications pour l'appartement, le contenu ou un élément quelconque selon les cas.

5. Recours à l'assurance

- a. En cas de sinistre, l'assuré devra avertir l'assureur dès qu'il aura eu connaissance dudit sinistre.
- b. La demande d'indemnisation en application de la police sera enregistrée par l'assureur ; ceci n'empêchera pas l'assureur d'exiger que la demande soit effectuée par écrit.
- c. L'assuré devra remettre à l'assureur dans des délais raisonnables et sur sa demande, les informations et documents requis pour vérifier sa responsabilité et le volume de ladite responsabilité et s'il ne dispose pas de ces éléments, il devra aider l'assureur dans la mesure du possible à les obtenir. L'assuré sera en droit de soumettre une copie desdits documents par voie numérique, et au moins, par courrier électronique, par SMS et dans le compte personnel en ligne de l'assuré.
- d. L'assureur immédiatement après avoir été avisé du sinistre par l'assuré, fera le nécessaire pour vérifier ses obligations.
- e. L'indemnisation sera versée dans les 30 jours suivant la date à laquelle l'assureur disposera des informations et des documents requis pour vérifier sa responsabilité.

6. Notification à la police d'un acte malveillant, effraction, vol ou cambriolage

L'assuré devra avertir la police de toute perte ou dommage découlant à son avis d'un acte malveillant, d'une effraction, d'un vol ou d'un cambriolage.

7. Biens retrouvés

- a. Si les biens volés sont retrouvés avant le paiement de l'indemnisation en vertu de ladite police, les biens seront restitués à l'assuré et l'assureur ne versera pas d'indemnisation sauf si les biens restitués ont été endommagés.
- b. Si les biens volés sont retrouvés après le versement de l'indemnisation, l'assureur en avertira l'assuré ou inversement ; les biens retrouvés deviendront la propriété de l'assureur sauf si l'assuré notifie l'assureur dans les 30 jours suivant la notification de l'assureur ou l'assuré selon les cas, de son intention de récupérer les biens retrouvés moyennant remboursement de l'indemnisation à l'assureur dans les délais susvisés.

8. Avance et indemnisations ne faisant l'objet d'aucun litige

- a. Lors d'un sinistre, l'assuré sera habilité à recevoir de l'assureur une avance ou un engagement financier lui permettant de bénéficier d'un service de réparation du dommage ou de la perte et ce, sur le compte des fonds que lui doit l'assureur en applications des clauses de la présente police ;
- b. Si l'assureur verse une avance sur l'indemnisation, ladite avance sera déduite du montant final à verser à l'assuré ; le calcul du montant à déduire se fera en annexant le montant de l'avance sur l'indice ou l'indice de construction, selon les cas entre la date du paiement de l'avance et celle du paiement final.
- c. L'indemnisation ne soulevant aucun litige sera acquittée dans les 30 jours suivant le dépôt de la demande d'indemnisation de l'assuré en application de l'article 5 et pourront être réclamés séparément du reste des indemnisations.

9. Retour aux montants d'assurance précédents

- a. Après le versement d'une indemnisation pour sinistre à l'assuré, l'assureur rétablira le volume de son obligation en vertu de la présente police à ce qu'il était avant le sinistre.
- b. L'assureur sera habilité à percevoir un supplément de cotisation pour rétablir le volume de l'assurance à compter de la date du sinistre et jusqu'à la fin de la période d'assurance ; pour le calcul des cotisations que l'assuré devra acquitter pour rétablir le montant de l'assurance on ne tiendra compte que de l'indemnisation effectivement versée par l'assureur.
- c. Voici la formule utilisée pour le calcul de la cotisation de rétablissement du montant de l'assurance.

$$A^* \frac{B \cdot C}{D \cdot E}$$

A = cotisation annuelle

B = montant de la demande d'indemnisation déduction faite de la franchise

C = nombre de jours restants entre la date du sinistre et celle de l'expiration du contrat d'assurance

D = Montant de l'assurance

E = 365

10. Franchise

- a. Lors d'un sinistre couvert par la présente police, on déduira de l'indemnisation le montant de la franchise fixé dans les spécifications pour chaque déclaration de sinistre.

- b. Si le montant de la franchise pour un sinistre donné correspond à un pourcentage du montant de l'assurance, le montant de la franchise sera fixé séparément pour chaque chapitre de la police.
- c. Sans préjudice de ce que stipulent les alinéas a et b, en cas de sinistre couvert par les chapitres 1 et 3 de la présente police, l'assuré devra acquitter une franchise ne dépassant pas la plus élevée des sommes définies dans les spécifications.

11. Paiement de cotisations et autres frais

- a. La cotisation et les autres montants dus par l'assuré à l'assureur au regard de la présente police devront être acquittés aux dates mentionnées dans les spécifications.
- b. Pour les besoins de la présente police par cotisation on entendra tous les montants que l'assureur est habilité à facturer à l'assuré, le tout conformément à ce que stipulent les spécifications.
- c. Si l'assuré n'acquitte pas l'un des montants dus dans les délais prévus, le montant en regard sera majoré d'intérêts annuels, ainsi que le prévoit la loi sur la détermination des intérêts, et de différences d'indexation en fonction des fluctuations de l'indice entre l'indice publié peu avant la date prévue pour le paiement et celui publié peu avant la date effective du paiement.
- d. Si l'assuré n'acquitte pas l'un des paiements en retard dans les quinze jours suivant sa mise en demeure écrite de ce faire par l'assureur, l'assureur sera habilité à notifier l'assuré par écrit de la résiliation de l'assurance, sous 21 jours supplémentaires si le montant en retard n'est pas acquitté dans ces délais. S'il a été déterminé irrévocablement que le bénéficiaire de l'assurance n'est pas l'assuré, l'assureur sera habilité à annuler l'assurance après avoir notifié le bénéficiaire dudit retard sans que ledit bénéficiaire n'acquitte le montant en retard dans les quinze jours suivant la remise de ladite notification.
- e. L'annulation de l'assurance en vertu du présent article ne retire rien à l'obligation de l'assuré d'acquitter la somme en retard pour la période antérieure à l'annulation ainsi que les frais de l'assureur.

12. Divulgarion et changements intervenant dans des questions fondamentales

- a. La présente police a été émise sur la base des réponses données par l'assuré à l'assureur, par écrit ou de toute autre manière enregistrée par l'assureur, aux questions posées lors de l'établissement de l'offre qui a servi de base à la rédaction de la police d'assurance, et sur la base de la conviction de l'assureur que l'assureur lui a fourni des réponses complètes et sincères auxdites questions, n'a pas occulté volontairement et frauduleusement des éléments qu'il savait essentiels pour l'assureur s'agissant d'estimer les risques assurés et a pris les précautions que l'assureur a exigé de lui par écrit pour prévenir

- les dommages et limiter les risques couverts par la présente police.
- b. Par question essentielle on entend tout sujet ayant fait l'objet de questions lors de l'offre d'assurance, par écrit ou de toute autre manière enregistrée par l'assureur et sans préjudice de ce qui précède, à cet effet :
 - (1) Pour l'appartement : adresse de l'appartement, valeur de l'appartement, type de bâtiment, matériau de construction, emplacement de l'appartement dans l'immeuble, dispositifs de sécurité en tous genres, âge de l'appartement, taille de l'appartement, nombre de pièces, nombre de personnes vivant en permanence dans l'appartement, ajouts et changements particuliers,
 - (2) Pour le contenu : description des éléments composant le contenu, valeur du contenu, détail des appareils électriques type, marque, âge et valeur et détail des objets de valeur,
 - (3) Pour l'appartement et le contenu : dommages survenus au cours des trois dernières années au titre des risques couverts par la présente police et détails relatifs aux assureurs précédents ayant assuré ou refusé d'assurer l'appartement ou son contenu au cours des trois années précédentes.
 - c. Si l'assuré n'a pas fourni de réponses complètes et sincères aux questions fondamentales, ou a volontairement occulté une question fondamentale, ou n'a pas pris les mesures réclamées par l'assureur pour limiter les risques assurés par la présente police, l'assureur agira conformément aux dispositions de la loi sur les contrats d'assurance ; ce que stipule le présent article n'empêchera pas l'assureur d'avoir recours aux réparations auxquelles il peut prétendre de par la loi.
 - d. L'assuré avisera l'assureur pendant la période de l'assurance de tout changement concernant des questions fondamentales et ce, dès qu'il en aura connaissance ; dans le cas contraire, l'assureur sera habilité à résilier la police ou à réduire le volume de sa responsabilité conformément aux dispositions de la loi sur les contrats d'assurance.

13 Résiliation de la police

- a. L'assuré pourra résilier la police d'assurance à tout moment avant expiration de la période d'assurance, à sa discrétion ; L'assurance sera annulée à la date de remise d'une notification à cet effet à l'assureur ou à une date ultérieure, à la demande de l'assuré.
- b. Sans préjudice des droits de l'assureur en vertu de la loi, l'assureur sera habilité à résilier l'assurance avant expiration de la période d'assurance en cas de fraude de la part de l'assuré ou de la non divulgation d'éléments ayant fait l'objet de questions avant l'émission de la police - à condition d'avoir envoyé une

notification à cet effet à l'assuré détaillant les motifs de la résiliation, en recommandé, 30 jours au moins avant la date de résiliation de l'assurance.

- c. Si l'assuré notifie l'assureur de la résiliation de l'assurance comme stipulé à l'alinéa a ou que l'assureur notifie l'assuré de la résiliation de l'assurance comme stipulé à l'alinéa b, l'assureur remboursera à l'assuré dans les plus brefs délais et au plus tard 14 jours après la date d'entrée en vigueur de la résiliation, la part de cotisation versée en excès ; ladite part sera calculée en multipliant le montant de la cotisation perçue par l'assureur par le rapport entre le nombre de jours restant à la date de la résiliation jusqu'à expiration de la période initiale d'assurance et le nombre de jours de la période d'assurance initiale.
- d. Tous les montants remboursés au titre du présent article varieront en fonction des fluctuations du taux de l'indice, entre l'indice publié avant la date du paiement de la cotisation et celui publié peu avant la date de remboursement de la cotisation. Si les cotisations ont été acquittées à tempérament, les montants varieront en fonction des fluctuations de l'indice entre l'indice publié avant la date du paiement et celui publié avant le remboursement de la cotisation.
- e. Nonobstant ce que stipule le présent article, une police d'assurance gagée sera annulée dans les 30 jours suivant la notification de résiliation au bénéficiaire.

14. Assurance double

- a. Si l'appartement ou son contenu sont assurés contre les risques couverts par la présente police auprès de plus d'un assureur pour une même période, l'assuré en avertira l'assureur dès la contraction de la double assurance ou dès qu'il aura connaissance de ce fait.
- b. En cas de double assurance les assureurs seront responsables séparément envers l'assuré pour le montant total et entre eux ils assumeront le paiement de l'indemnisation sur la base du rapport entre les montants d'assurance.

15. Changement d'appartement

- a. Si l'assuré change d'appartement pendant la période de l'assurance et déménage dans un autre appartement (ci-après " le nouvel appartement ") l'assuré pourra, après en avoir notifié l'assureur et avoir obtenu son consentement, transférer la couverture en vertu de la présente police au nouvel appartement et la couverture au titre de l'appartement et du contenu continuera à être valable pour le nouvel appartement ; conformément à la notification de l'assuré et aux conditions de la police existante ; en dépit de ce que prévoit le présent alinéa, la couverture du contenu continuera à être valable pour les deux appartement pendant une période ne devant pas dépasser 3 jours.

- b. Si la valeur du nouvel appartement ou du nouveau contenu est supérieure à celle de l'appartement ou du contenu, à la date du déménagement, l'assuré devra augmenter le montant de l'assurance en conséquence et acquitter à l'assureur sous 30 jours les différences de cotisation correspondant à ladite augmentation. Le calcul des cotisations pour l'augmentation du montant de l'assurance se fera en tenant compte de l'augmentation de valeur de l'appartement ou du contenu à compter du début de la période d'assurance et jusqu'à la date du déménagement.
- c. Si la valeur du nouvel appartement ou du nouveau contenu est inférieure à celle de l'appartement ou du contenu, à la date du déménagement, l'assuré devra réduire le montant de l'assurance en conséquence et recevoir de la part de l'assureur sous 30 jours les différences de cotisation correspondant à ladite réduction. Le calcul des cotisations pour la réduction du montant de l'assurance se fera en tenant compte de la diminution de valeur de l'appartement ou du contenu à compter du début de la période d'assurance et jusqu'à la date du déménagement.

16 Subrogation

- a. Si l'assuré bénéficiait d'un droit à une indemnisation ou dédommagement envers un tiers suite à un sinistre et non en vertu du contrat d'assurance, ledit droit sera transféré à l'assureur ayant dédommagé l'assuré.
- b. L'assureur ne pourra pas utiliser le droit lui étant transféré en vertu du présent article d'une manière susceptible d'affecter le droit de l'assuré de percevoir dudit tiers une indemnisation ou un dédommagement au-delà de l'indemnisation acquittée par l'assureur.
- c. Si l'assuré a perçu une indemnisation ou un dédommagement de la part d'un tiers alors que ce dédommagement revenait à l'assureur en vertu du présent alinéa, il devra le transférer à l'assureur ; S'il est parvenu à un compromis, renonciation ou autre affectant le droit transféré à l'assureur, il devra l'indemniser à cet effet.
- d. Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas si le sinistre a été occasionné de manière non intentionnelle par une personne qu'un assuré raisonnable n'aurait pas mis en demeure de l'indemniser ou de le dédommager, en raison d'un lien de parenté ou de relations de travail ou de relations entre bailleur et preneur, à condition que le bailleur et le preneur aient renoncé au droit de subrogation l'un envers l'autre.

17 Prescription

La période de prescription pour une demande d'indemnisation en vertu de la présente police sera telle qu'elle est définie par la loi sur les contrats d'assurance.

18. Dommages indirects

L'assureur décline toute responsabilité au regard des dommages indirects occasionnés à l'assuré ou au bénéficiaire au titre des risques couverts par la présente police sauf mention contraire dans la présente police.

19. Notifications

- a. Toute notification de l'assuré ou du bénéficiaire à l'assureur devra être soumise par écrit à l'une des adresses suivantes :
 - (1) L'adresse des bureaux de l'assureur telle qu'elle figure en entête de la police d'assurance ou toute autre adresse en Israël indiquée par l'assureur à l'assureur ou au bénéficiaire de temps à autres.
 - (2) Les bureaux de l'agent d'assurance inscrit sur la police - à l'adresse qui y est indiquée ou toute autre adresse en Israël indiquée par l'agent d'assurance susvisé ou l'assureur à l'assuré ou au bénéficiaire de temps à autres.
- b. Les notifications de l'assuré ou du bénéficiaire à l'assureur pourront être transmises par une autre voie que celles indiquées à l'article a, l'assureur en informera l'assuré ou le bénéficiaire de temps à autre.

לפרטים מלאים פנו למחוזות מנורה מבטחים ביטוח בע"מ

מוקד שירות לקוחות ארצי 2000*

מחוז מרכז - סוכנויות - רח' ז'בוטינסקי 23, רמת-גן

מחוז צפון - יפו 157, בית אמות חיפה

מחוז ירושלים - אגודת ספורט הפועל 1, ירושלים

מחוז דדרום - רח' ז'בוטינסקי 23, רמת-גן
